

**SUPREME COURT
OF CANADA**



**COUR SUPRÊME
DU CANADA**

**BULLETIN OF
PROCEEDINGS**

This Bulletin is published at the direction of the Registrar and is for general information only. It is not to be used as evidence of its content, which, if required, should be proved by Certificate of the Registrar under the Seal of the Court. While every effort is made to ensure accuracy, no responsibility is assumed for errors or omissions.

Subscriptions may be had at \$200 per year, payable in advance, in accordance with the Court tariff. During Court sessions it is usually issued weekly.

The Bulletin, being a factual report of recorded proceedings, is produced in the language of record. Where a judgment has been rendered, requests for copies should be made to the Registrar, with a remittance of \$10 for each set of reasons. All remittances should be made payable to the Receiver General for Canada.

**BULLETIN DES
PROCÉDURES**

Ce Bulletin, publié sous l'autorité du registraire, ne vise qu'à fournir des renseignements d'ordre général. Il ne peut servir de preuve de son contenu. Celle-ci s'établit par un certificat du registraire donné sous le sceau de la Cour. Rien n'est négligé pour assurer l'exactitude du contenu, mais la Cour décline toute responsabilité pour les erreurs ou omissions.

Le prix de l'abonnement, fixé dans le tarif de la Cour, est de 200 \$ l'an, payable d'avance. Le Bulletin paraît en principe toutes les semaines pendant les sessions de la Cour.

Le Bulletin rassemble les procédures devant la Cour dans la langue du dossier. Quand un arrêt est rendu, on peut se procurer les motifs de jugement en adressant sa demande au registraire, accompagnée de 10 \$ par exemplaire. Le paiement doit être fait à l'ordre du Receveur général du Canada.

CONTENTS**TABLE DES MATIÈRES**

Applications for leave to appeal filed	897	Demandes d'autorisation d'appel déposées
Applications for leave submitted to Court since last issue	898-913	Demandes soumises à la Cour depuis la dernière parution
Oral hearing ordered	-	Audience ordonnée
Oral hearing on applications for leave	-	Audience sur les demandes d'autorisation
Judgments on applications for leave	914-917	Jugements rendus sur les demandes d'autorisation
Judgment on motion	-	Jugement sur requête
Motions	918-929	Requêtes
Notices of appeal filed since last issue	-	Avis d'appel déposés depuis la dernière parution
Notices of intervention filed since last issue	-	Avis d'intervention déposés depuis la dernière parution
Notices of discontinuance filed since last issue	-	Avis de désistement déposés depuis la dernière parution
Appeals heard since last issue and disposition	930-931	Appels entendus depuis la dernière parution et résultat
Pronouncements of appeals reserved	932-934	Jugements rendus sur les appels en délibéré
Rehearing	-	Nouvelle audition
Headnotes of recent judgments	935-958	Sommaires des arrêts récents
Agenda	959	Calendrier
Summaries of the cases	-	Résumés des affaires
Notices to the Profession and Press Release	-	Avis aux avocats et communiqué de presse
Deadlines: Appeals	960	Délais: Appels
Judgments reported in S.C.R.	-	Jugements publiés au R.C.S.

**APPLICATIONS FOR LEAVE TO
APPEAL FILED**

**DEMANDES D'AUTORISATION
D'APPEL DÉPOSÉES**

Superintendent of Financial Institutions, et al.

Sarah MacDonald
A.G. of British Columbia

v. (29667)

The Bank of Nova Scotia, et al. (B.C.)

D. Geoffrey Cowper, Q.C.
Fasken Martineau DuMoulin

FILING DATE 19.3.2003

Argia Maria Ziggotti

Stéphane Harvey
Lavery, De Billy

c. (29756)

Justin Desmarais (Qué.)

Jérôme Houde

DATE DE PRODUCTION 9.5.2003

Vasile Dorus, et al.

Vasile (Willy) Dorus

v. (29784)

John G. Taylor et al. (B.C.)

Scott A Dawson
Farris, Vaughan, Wills & Murphy

FILING DATE 16.5.2003

Cuong Manh Nguyen

David W. Gibbons, Q.C.
Gibbons Fowler Nathanson

v. (29659)

Her Majesty the Queen (B.C.)

Bruce Johnston
A.G. of British Columbia

FILING DATE 15.5.2003

**APPLICATIONS FOR LEAVE
SUBMITTED TO COURT SINCE LAST
ISSUE**

**DEMANDES SOUMISES À LA COUR
DEPUIS LA DERNIÈRE PARUTION**

JUNE 2, 2003 / LE 2 JUIN 2003

**CORAM: Chief Justice McLachlin and Bastarache and Deschamps JJ. /
La juge en chef McLachlin et les juges Bastarache et Deschamps**

Christian Meunier et Manon Pigeon

c. (29621)

Sa Majesté la Reine (Crim.) (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Charte canadienne des droits et libertés - Droit criminel - Procès - Preuve - Exclusion de la preuve - Possession et production de cannabis - Défense - Droit à une défense pleine et entière - Par. 24(2) de la *Charte* - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur de droit en rejetant l'appel des demandeurs et en ne sanctionnant pas l'erreur alléguée du juge de première instance qui a autorisé une réouverture de l'enquête après que l'intimée ait déclaré sa preuve close, permettant ainsi à l'intimée d'analyser la substance saisie et de déposer et signifier le certificat de cette analyse ?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 16 mai 2001 Cour du Québec (Roy, j.c.q.)	Demande de réouverture d'enquête présentée par l'intimée, accordée
Le 18 juin 2001 Cour du Québec (Roy, j.c.q.)	Demandeurs déclarés coupables de possession et de production de cannabis
Le 15 janvier 2003 Cour d'appel du Québec (Gendreau, Proulx et Dalphond, jj.c.a.)	Appel de la déclaration de culpabilité de possession et de production de cannabis, rejeté
Le 17 février 2003 Cour suprême du Canada	Demande d'autorisation d'appel déposée

Allan Murphy

c. (29509)

Comité de surveillance de l'association des intermédiaires en assurance des personnes du Québec (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Droit commercial - Assurance - Assurance de personnes - Droit disciplinaire - Association - Comité de surveillance - Plainte - Législation - Interprétation - Textes réglementaires - *Règlement du conseil des assurances de personnes sur les intermédiaires de marché en assurance de personnes* - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur de droit en statuant que le chef d'infraction n° 5, soit le défaut d'avoir fait preuve d'une conduite empreinte de dignité et de modération dans une lettre, concerne un intermédiaire de marché et par conséquent, le public, de sorte que l'infraction pouvait se fonder

sur l'art. 128 du *Règlement du conseil des assurances de personnes sur les intermédiaires de marché en assurance de personnes* ?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 10 décembre 1998 Cour du Québec (Dansereau j.c.q.)	Requête en appel d'une décision du Comité de discipline quant aux chefs d'infraction 2, 3 et 5 du demandeur, rejetée; quant au chef n° 6, accueillie
Le 30 septembre 2002 Cour d'appel du Québec (Baudouin, Proulx et Otis jj.c.a.)	Appel accueilli en partie : demandeur acquitté du chef n° 2
Le 29 novembre 2002 Cour suprême du Canada	Demande d'autorisation d'appel déposée

Procureur Général du Canada et Le Commissaire de la Concurrence

c. (29660)

Air Canada (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Droit constitutionnel - Droit de l'environnement - *Déclaration canadienne des droits - Loi sur la concurrence* - Droit aérien - Jugement déclaratoire - Quelle est l'importance de préserver l'article 104.1 de la *Loi sur la concurrence*, L.R.C. 1985, ch. 34 en tant que mesure législative en permettant au Commissaire de la concurrence de répondre rapidement aux agissements anti-concurrentiels d'un transporteur dominant ? - Quelle est l'interprétation appropriée à donner à l'al. 2e) de la *Déclaration canadienne des droits* ? - L'al. 2e) s'applique-t-il aux droits purement économiques ? - L'al. 2e) a-t-il une portée absolue ou si, au contraire, il doit être lu comme contenant implicitement des limites légitimes de nature justificative ? - L'art. 104.1 de la *Loi sur la concurrence* est-il conforme, en tout ou en partie, à l'al. 2e) de la *Déclaration canadienne des droits* ?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 12 juillet 2001 Cour supérieure du Québec (Downs j.c.s.)	Requête pour jugement déclaratoire de l'intimée, rejetée
Le 16 janvier 2003 Cour d'appel du Québec (Rothman, Delisle et Rochon jj.c.a.)	Appel accueilli; jugement infirmé; requête pour jugement déclaratoire accueillie; art. 104.1 de la <i>Loi sur la concurrence</i> déclaré inopérant
Le 17 mars 2003 Cour suprême du Canada	Demande d'autorisation d'appel déposée

Paul Hayes Spooner

v. (29543)

Bonnae Thorinley Alden (B.C.)

AND BETWEEN:

Howard Chien-Haw Chiu, Yin Chao Chiu and Chien-Ta Chiu

v.

Bonnae Thorinley Alden

AND BETWEEN:

Roderick Louis, Transportation Lease Systems Inc. and Ad Patient Empowerment Society

v.

Bonnae Thorinley Alden

AND BETWEEN:

Anne Wray

v.

Bonnae Thorinley Alden

NATURE OF THE CASE

Torts - Negligence - Damages - Mitigation - Motor vehicles - Respondent injured in four motor vehicle accidents - Applicants ordered to pay damages to Respondent - Whether Court of Appeal erred in law by applying contract defence of mitigation in personal injury claim in negligence - Whether trial judge and Court of Appeal erred in law by framing some of issues before court as issues of mitigation.

PROCEDURAL HISTORY

June 7, 2001 Supreme Court of British Columbia (Wilson J.)	Applicants ordered to pay damages to the Respondent
October 24, 2002 Court of Appeal of British Columbia (Finch, Rowles and Prowse JJ.A.)	Appeal dismissed
December 23, 2002 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

Prometic Biosciences Inc. et Prometic Sciences de la Vie Inc.

c. (29646)

Robert Arcand (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Droit du travail - Employeur et employé - Cause juste et suffisante - Congédiement - Devoir de loyauté - Conflit d'intérêt - Délai de congé - La Cour d'appel a-t-elle identifié la ou les erreurs manifestes du juge de première instance et pouvait-elle intervenir au niveau de l'appréciation d'une question mixte de faits et de droits ? - La Cour d'appel a-t-elle erré en droit en déterminant que l'intimé avait respecté son obligation de loyauté prévue aux amendements ?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 8 août 2000
Cour supérieure du Québec
(Tremblay j.c.s.)

Demanderesse Prometic Sciences de la Vie Inc. condamnée à payer la somme de 12 500 \$; demanderesses condamnées à payer conjointement et solidairement la somme de 12 500 \$; action de l'intimé pour faute personnelle contre Pierre Laurin, rejetée

Le 8 janvier 2003
Cour d'appel du Québec
(Chamberland, Rochon et Lemelin [*ad hoc*] jj.c.a.)

Appel accueilli: demanderesse Prometic Sciences de la Vie Inc. condamnée à payer la somme de 125 000 \$ à l'intimé; demanderesses condamnées à payer la somme de 145 960 \$; demanderesses condamnée à payer solidairement la somme de 5 000 \$ à l'intimé; rejet de l'action contre Pierre Laurin confirmée

Le 7 mars 2003
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

**CORAM: Gonthier, Major and Arbour JJ. /
Les juges Gonthier, Major et Arbour**

Her Majesty the Queen

v. (29596)

Terrance Maxwell Ryan (Crim.) (N.S.)

NATURE OF THE CASE

Criminal law - Appeals - Standard of appellate review - Whether Court of Appeal erred in law in misconceiving the permissible limits of appellate review with respect to the reasonableness of a verdict - Whether Court of Appeal erred in law in failing to conduct an independent analysis to determine whether the verdict was unreasonable or unsupported by the evidence.

PROCEDURAL HISTORY

June 4, 2001 Provincial Court of Nova Scotia (Embree J.)	Conviction: Respondent found guilty of having control of a motor vehicle while being impaired by alcohol contrary to s. 253(a) of the <i>Criminal Code</i>
February 8, 2002 Supreme Court of Nova Scotia (Edwards J.)	Respondent's summary conviction appeal allowed; conviction set aside and acquittal entered
December 4, 2002 Nova Scotia Court of Appeal (Oland and Bateman J.J.A. and Chipman J.A. [<i>dissenting</i>])	Applicant's appeal dismissed
January 23, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

Carl Anderson

v. (29370)

Amoco Canada Oil and Gas, Amoco Canada Resources Ltd., Amoco Canada Energy Ltd., 3061434 Canada Ltd., Empress Gas Corp. Ltd., Encor Energy Corporation Inc., Gulf Canada Resources Limited, Home Oil Company Limited, Imperial Oil Resources, Imperial Oil Resources Limited, Imperial Oil Resources Production Limited, Jethro Development Ltd., Kerr-McGee Canada Ltd., McColl-Frontenac Inc., Mobil Oil Canada, Morgan Hydrocarbons Inc., Murphy Oil Company Ltd., Petro-Canada, Royal Trust Energy Resources II Corporation, RTEC One Resources Inc. and Suncor Inc. (Alta.)

AND BETWEEN:

Carl Anderson, and Richard W. C. Anderson, Co-executors of the Estate of Chris Anderson, deceased, Carl Anderson, Laureen Anderson, Richard W. C. Anderson, Gonda Humble, Margaret May Newland, Mary Ross and Lillian Rowles

v.

Amoco Canada Oil and Gas, Amoco Canada Resources Ltd., Amoco Canada Energy Ltd., 3061434 Canada Ltd., Canol Resources Ltd., Dominion Explorers Inc., Empress Gas Corp. Ltd., Gentra One Resources Inc., Gulf Canada Resources Limited, Home Oil Company Limited, International Oiltex Ltd., Jethro Development Ltd., Kerr-McGee Canada Ltd., Mobil Oil Canada, Mobil Oil Canada, Ltd., Mobil Resources Ltd., Murphy Oil Company Ltd., Ocelot Energy Inc., Petro-Canada, Suncor Inc., Talisman Energy Inc. and Westrock Energy Resources II Corporation

AND BETWEEN:

Marguerite J. Bouskill, Executrix of the Estate of Thomas Charles Bouskill, deceased, Marguerite J. Bouskill, Geraldine Sadie McArthur and May Eleanor Winter

v.

Canadian Fina Oil Limited, Home Oil Company Limited, Petrofina Canada Ltd., Petro-Canada Enterprises Inc., Petro-Canada Inc. and Petro-Canada

AND BETWEEN:

Bruce Wesley Burns, Executor of the Estate of Wycliffe Thomas Burns, deceased, Bruce Wesley Burns, Robert Lyle Burns and Stanley Roy Burns

v.

Amoco Canada Oil and Gas, Amoco Canada Resources Ltd., Amoco Canada Energy Ltd., 3061434 Canada Ltd., Apache Corporation, Canadian Gulf Oil Company, Canadian Pacific Limited, Empress Gas Corp. Ltd., Encor Energy Corporation Inc., Gulf Canada Limited, Gulf Canada Properties Limited, Gulf Canada Resources Limited, Home Oil Company Limited, Imperial Oil Resources, Jethro Development Ltd., Kerr-McGee Canada Ltd., Mobil Oil Canada, Morgan Hydrocarbons Inc., Murphy Oil Company Ltd., PanCanadian Petroleum Limited, Petro-Canada, Royal Trust Energy Resources II Corporation, RTEC One Resources Inc. and Suncor Inc.

AND BETWEEN:

Roy Hoven and Adolph Hoven, Co-Executors of the Estate of Theresa Hoven, deceased

v.

Amoco Canada Oil and Gas, Amoco Canada Resources Ltd., Amoco Canada Energy Ltd., 3061434 Canada Ltd., Canol Resources Ltd., Canadian Gulf Oil Company, Dominion Explorers Inc., Empress Gas Corp. Ltd., Gulf Canada Limited, Gulf Canada Properties Limited, Gulf Canada Resources Limited, Home Oil Company Limited, International Oiltex Ltd., Jethro Development Ltd., Kerr-McGee Canada Ltd., Mobil Oil Canada, Morgan Hydrocarbons Inc., Murphy Oil Company Ltd., Ocelot Energy Inc., Petro-Canada, Royal Trust Energy Resources II Corporation, RTEC One Resources Inc., Suncor Inc. and Talisman Energy Inc.

AND BETWEEN:

Robert John Fielding King, Executor of the Estate of Dorothy Jessie Walker, deceased, and Robert John Fielding King

v.

Amoco Canada Oil and Gas, Amoco Canada Resources Ltd., Amoco Canada Energy Ltd., 3061434 Canada Ltd., Apache Corporation, Canadian Gulf Oil Company, Canadian Pacific Limited, Empress Gas Corp. Ltd., Encor Energy Corporation Inc., Gulf Canada Limited, Gulf Canada Properties Limited, Gulf Canada Resources Limited, Home Oil Company Limited, Imperial Oil Resources, Jethro Development Ltd., Kerr-McGee Canada Ltd., Mobil Oil Canada, Morgan Hydrocarbons Inc., Murphy Oil Company Ltd., PanCanadian Petroleum Limited, Petro-Canada, Royal Trust Energy Resources II Corporation, RTEC One Resources Inc. and Suncor Inc.

AND BETWEEN:

Robert Michael Logan, Executor of the Estate of Wilbert Logan, deceased

v.

Amoco Canada Oil and Gas, Amoco Canada Resources Ltd., Amoco Canada Energy Ltd., 3061434 Canada Ltd., Canol Resources Ltd., Dominion Explorers Inc., Empress Gas Corp. Ltd., Gulf Canada Resources Limited, Home Oil Company Limited, Imperial Oil Limited, International Oiltex Ltd., Jethro Development Ltd., Kerr-McGee Canada Ltd., Mobil Oil Canada, Morgan Hydrocarbons Inc., Murphy Oil Company Ltd., Ocelot Energy Inc., Petro-Canada, Royal Trust Energy Resources II Corporation, RTEC One Resources Inc., Suncor Inc. and Talisman Energy Inc.

AND BETWEEN:

Angus McNeil

v.

Amoco Canada Oil and Gas, Amoco Canada Resources Ltd., Amoco Canada Energy Ltd., 3061434 Canada Ltd., Canadian Gulf Oil Company, Canadian Pacific Limited, Empress Gas Corp. Ltd., Encor Energy Corporation Inc., Gascan Resources Ltd., Gulf Canada Limited, Gulf Canada Properties Limited, Gulf Canada Resources Limited, Home Oil Company Limited, Imperial Oil Resources, Imperial Oil Resources Limited, Imperial Oil Resources Production Limited, Jethro Development Ltd., Kerr-McGee Canada Ltd., Lincoln-McKay Development Company Ltd., McColl-Frontenac Inc., Mobil Oil Canada, Morgan Hydrocarbons Inc., Murphy Oil Company Ltd., PanCanadian Petroleum Limited, Petro-Canada, Royal Trust Energy Resources II Corporation, RTEC One Resources Inc. and Suncor Inc.

AND BETWEEN:

David Lloyd McNeil

v.

Amoco Canada Oil and Gas, Amoco Canada Resources Ltd., Amoco Canada Energy Ltd., 3061434 Canada Ltd., Canol Resources Ltd., Dominion Explorers Inc., Empress Gas Corp. Ltd., Gulf Canada Resources Limited, Home Oil Company Limited, Imperial Oil Resources Limited, International Oiltex Ltd., Jethro Development Ltd., Kerr-McGee Canada Ltd., Mobil Oil Canada, Morgan Hydrocarbons Inc., Murphy Oil Company Ltd., Ocelot Energy Inc., Petro-Canada, Royal Trust Energy Resources II Corporation, RTEC One Resources Inc., Suncor Inc., Talisman Energy Inc. and Union Pacific Resources Inc.

AND BETWEEN:

James William Murdoch and Andrew John Murdoch

v.

Amoco Canada Oil and Gas, Amoco Canada Resources Ltd., Amoco Canada Energy Ltd., 3061434 Canada Ltd., Canadian Gulf Oil Company, Canadian Pacific Limited, Empress Gas Corp. Ltd., Encor Energy Corporation Inc., Gascan Resources Ltd., Gulf Canada Limited, Gulf Canada Properties Limited, Gulf Canada Resources Limited, Home Oil Company Limited, Imperial Oil Resources, Imperial Oil Resources Limited, Imperial Oil Resources Production Limited, Jethro Development Ltd., Kerr-McGee Canada Ltd., Lincoln-McKay Development Company Ltd., McColl-Frontenac Inc., Mobil Oil Canada, Morgan Hydrocarbons Inc., Murphy Oil Company Ltd., PanCanadian Petroleum Limited, Petro-Canada, Royal Trust Energy Resources II Corporation, RTEC One Resources Inc. and Suncor Inc.

AND BETWEEN:

Andrew Patterson Murray

v.

Amoco Canada Oil and Gas, Amoco Canada Resources Ltd., Amoco Canada Energy Ltd., 3061434 Canada Ltd., Empress Gas Corp. Ltd., Encor Energy Corporation Inc., Gulf Canada Resources Limited, Home Oil Company Limited, Imperial Oil Resources, Imperial Oil Resources Limited, Imperial Oil Resources Production Limited, Jethro Development Ltd., Kerr-McGee Canada Ltd., McColl-Frontenac Inc., Mobil Oil Canada, Morgan Hydrocarbons Inc., Murphy Oil Company Ltd., Petro-Canada, Royal Trust Energy Resources II Corporation, RTEC One Resources Inc. and Suncor Inc.

AND BETWEEN:

**David Lloyd McNeil, Executor of the Estate of Ada McNeil, deceased, David Lloyd McNeil, Evelyn McNeil,
Beatrice Ann Philips Ethel Ada Thornton**

v.

**Amoco Canada Oil and Gas, Amoco Canada Resources Ltd., Amoco Canada Energy Ltd., 3061434 Canada
Ltd., Canol Resources Ltd., Dominion Explorers Inc., Empress Gas Corp. Ltd., Gentra One Resources Inc.,
Gulf Canada Resources Limited, Home Oil Company Limited, International Oiltex Ltd., Jethro Development
Ltd., Kerr-McGee Canada Ltd., Mobil Oil Canada, Mobil Oil Canada, Ltd., Mobil Resources Ltd., Murphy
Oil Company Ltd., Ocelot Energy Inc., Petro-Canada, Suncor Inc., Talisman Energy Inc. and Westrock
Energy Resources II Corporation**

AND BETWEEN:

Elias Dyrland

v.

**227096 Oil & Gas Ltd., Atlantic Richfield Company, Canadian Gulf Oil Company, Gulf Canada Limited, Gulf
Canada Properties Limited, Gulf Canada Resources Limited, Husky Oil Operations Ltd., Conwest Exploration
Company Limited, Canadian Pacific Limited, PanCanadian Petroleum Limited and Petro-Canada**

AND BETWEEN:

**Roy Edward Engen, Roy Edward Engen, Executor of the Estate of Oscar Huseby, deceased, and Allan Henri
Posti**

v.

**Atlantic Richfield Company, Canadian Pacific Limited, Crestar Energy, Gulf Canada Resources Limited,
Lincoln-McKay Development Company Ltd., PanCanadian Petroleum Limited, Petro-Canada and Sulpetro
Limited**

AND BETWEEN:

**Ronald Hall and Leanne Hall, Executors of the Estate of Constance Huseby, deceased, Dorothy Jean Matthews
and Norma June Cherniak, Executors of the Estate of Muriel Engen, deceased, Violet Carroll, Norma June
Cherniak, Holly Muriel French, Harvey Raymond Huseby, Kelly Marlene Judson and Dorothy Jean Matthews**

v.

**Atlantic Richfield Company, Canadian Pacific Limited, Crestar Energy, Gulf Canada Resources Limited,
Lincoln-McKay Development Company Ltd., PanCanadian Petroleum Limited and Petro-Canada**

AND BETWEEN:

Alick Lawton, Executor of the Estate of Roger Lawton, deceased, and Alick Lawton

v.

227096 Oil & Gas Ltd., Atlantic Richfield Company, Canadian Gulf Oil Company, Gulf Canada Limited, Gulf Canada Properties Limited, Gulf Canada Resources Limited, Husky Oil Operations Ltd., Conwest Exploration Company Limited, Canadian Pacific Limited, PanCanadian Petroleum Limited and Petro-Canada

AND BETWEEN:

Russell E. Thorp and William J. Thorp, Co-Executors of the Estates of Hilmer Magnus Thorp and Pearl Mary Thorp, deceased, Russell E. Thorp and William J. Thorp

v.

227096 Oil & Gas Ltd., Atlantic Richfield Company, Canadian Gulf Oil Company, Gulf Canada Limited, Gulf Canada Properties Limited, Gulf Canada Resources Limited, Husky Oil Operations Ltd., Conwest Exploration Company Limited, Canadian Pacific Limited, PanCanadian Petroleum Limited and Petro-Canada

AND BETWEEN:

Ada Irene McKenzie and Robert Douglas Wallace, Executor of the Estate of Elizabeth D. Wallace, deceased

v.

Canadian Pacific Limited, Canadian Rampart Oil & Gas Ltd., J & K Petroleum Land Management Ltd., LL&E Canada Holdings, Inc., PanCanadian Petroleum Limited, Rock River Resources Ltd. and Sunlite Oil Company Limited

AND BETWEEN:

Mary Diane Peterson, Executrix of the Estate of Evelyn Lucinda Macey, deceased, Mary Diane Peterson, Larry John Macey and Lorna Jean Macey

v.

Canada Northwest Energy Limited, Canadian Pacific Limited, Canpar Holdings Ltd., PanCanadian Petroleum Limited and Serenpet Exploration Inc.

AND BETWEEN:

Violet Anne Safron

v.

Apache Corporation, Sunray DX Northern Oil Co. Ltd., Sun Oil Company Limited and Suncor Inc.

AND BETWEEN:

Verdie Ann Lian and Janet Lee Kostiw, Executrices of the Estate of Marjorie E. Stone, deceased

v.

Bralorne Resources Limited, Bonanza Oil & Gas Ltd., Canadian Hunter Exploration Ltd., Lochend Partnership, Lochwest Resources Ltd., Serenpet Exploration Inc., Serenpet Inc., Serenpet Partnership and Shiningbank Energy Ltd.

NATURE OF THE CASE

Property Law - Hydrocarbons - Ownership of gas and oil originating from the same reservoirs being split - Determination sought as to when and where entitlement to various hydrocarbon products (notably evolved gas or "secondary gas cap gas") is to be established - Whether changes in phase condition of hydrocarbons affect ownership rights - Whether fee simple ownership of petroleum and natural gas in Canada is in a state of confusion and uncertainty - Whether the ownership of petroleum and natural gas *in situ* is analogous to that of hard minerals - Whether an appellate court may substitute its understanding of a lower court's decision for that of a superior court - Whether the principles of law governing ownership of petroleum and natural gas in Canada require consideration by the Supreme Court of Canada.

PROCEDURAL HISTORY

July 15, 1998 Court of Queen's Bench of Alberta (Fruman J.)	Applicants' claims concerning the ownership of and natural gas dismissed
June 26, 2002 Court of Appeal of Alberta (O'Leary, Russell and Costigan JJ.A.)	Main appeal dismissed except with respect to the gas that emerges from connate water; appeal as to costs dismissed
September 25, 2002 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed
April 25, 2003 Supreme Court of Canada Deschamps J.	Motion for an extension of time granted

Constable Brian Magrath

v. (29628)

The Royal Newfoundland Constabulary Public Complaints Commission (Nfld. & Lab.)

NATURE OF THE CASE

Administrative law - Jurisdiction - Police complaints procedures - Failure to comply with written notice and adjournment provisions - Whether administrative tribunal loses jurisdiction to hear complaint if due process of law not afforded to the subject of the complaint - Statutes - Interpretation - Particular terms - Interpretation of word "shall" in applicable sections of statute and regulation - Whether sections were mandatory or directory

PROCEDURAL HISTORY

APPLICATIONS FOR LEAVE
SUBMITTED TO COURT SINCE LAST ISSUE

DEMANDES SOUMISES À LA COUR DEPUIS
LA DERNIÈRE PARUTION

May 28, 2001 Supreme Court of Newfoundland (Lang J.)	Applicant's appeal allowed; Adjudicator's decision that she had jurisdiction to hear complaint set aside
December 23, 2002 Court of Appeal of Newfoundland & Labrador (Roberts, Welsh and Russell JJ.A.)	Appeal allowed
February 21, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

Moïse Cléophas Cormier

v. (29623)

Minister of Human Resources Development (F.C.A.)

NATURE OF THE CASE

Administrative law - Judicial Review - Estates - Canada Pension Plan Death Benefit - Statutes - Interpretation - Applicant applied for payment of the death benefit under the *Canada Pension Plan*, R.S.C. 1985, c. C-8 - Review of Minister's decision refusing to pay Applicant the death benefit - Minister refused Applicant's request for payment because she had already paid the benefit to the estate of the deceased under subsection 71(1) of the *Canada Pension Plan*, R.S.C. 1985, c. C-8 - Whether the reasons of the Federal Court of Appeal are not pursuant to s. 71 of the *Canada Pension Plan*, R.S.C. 1985, c. C-8 and the *Canada Pension Plan Regulations*, CRC 1978, c. 391, Reg. 64.

PROCEDURAL HISTORY

September 11, 2001 Pension Appeals Board (Rice, Walsh and Soublière, members)	Applicant's appeal against the Minister's refusal to pay him a death benefit dismissed
December 18, 2002 Federal Court of Appeal (Strayer, Sexton and Evans JJ.A.)	Application for judicial review dismissed
February 17, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed
March 17, 2003 Supreme Court of Canada	Motion for an extension of time to serve application for leave to appeal

Elizabeth Chalifoux

v. (29627)

Driftpile First Nation and Thomas W. Wakeling (F.C.A.)

NATURE OF THE CASE

Labour Law - Employment Law - Remedies - Wrongful Dismissal - Reinstatement - Administrative Law - Judicial Review - Natural Justice - Reasonable Apprehension of Bias - Whether remedy for unjust dismissal afforded by s. 242(4) of the *Canada Labour Code* is limited to an award of damages calculated according to common law principles of wrongful dismissal - Whether a reasonable apprehension of bias arises where an adjudicator insists on limiting award to damages.

PROCEDURAL HISTORY

July 11, 2001 Federal Court of Canada (Gibson J.)	Application for judicial review of adjudicator's remedy for wrongful dismissal dismissed
December 23, 2002 Federal Court of Appeal (Desjardins, Sexton and Sharlow JJ.A.)	Appeal dismissed
February 20, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed
May 13, 2003 Supreme Court of Canada	Application to accept leave application as filed

**CORAM: Iacobucci, Binnie and LeBel JJ. /
Les juges Iacobucci, Binnie et LeBel**

Allan J. Legere

v. (29641)

Warden of the Regional Reception Centre, Her Majesty the Queen (Crim.) (Que.)

NATURE OF THE CASE

Criminal Law - Administrative Law - Jurisdiction - Prerogative Writs - Habeas Corpus - Certiorari - Certiorari in aid - Whether the Superior Court had jurisdiction to hear the Applicant's "petition for the issuance of a writ of habeas corpus with certiorari in aid"?

PROCEDURAL HISTORY

July 30, 2002 Superior Court of Quebec (Hébert J.)	Applicant's "petition for the issuance of a writ of habeas corpus with certiorari in aid" dismissed
November 26, 2002 Court of Appeal of Quebec	Appeal dismissed

(Proulx, Rochon and Rayle J.J.A.)

March 7, 2003
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

Noranda Inc.

v. (29428)

The Deputy Minister of Revenue of Quebec (Que.)

NATURE OF THE CASE

Taxation - Commercial Law - Bills of Exchange - Assessment - Whether the Court of Appeal erroneously intervened in the evaluation of the facts made by the first judge - Whether the amounts outstanding of the promissory notes held by the Applicant's subsidiary were deductible under s. 1138 of the *Quebec Taxation Act*, R.S.Q., ch. I-3, either as a loan or advance, or as an investment in the bonds of another corporation?

PROCEDURAL HISTORY

August 10, 1999
Court of Quebec
(Dionne J.)

Applicant's appeals from tax assessments for the 1990 to 1992 taxation years allowed; reassessments ordered

August 21, 2002
Court of Appeal of Quebec
(Dussault, Forget and Rochon JJ.C.A.)

Respondent's appeals allowed

October 21, 2002
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

B.L.

v. (29625)

The Regional Director of Child Welfare (Alta.)

NATURE OF THE CASE

Family law - Child welfare - Children in need of protection - Guardianship - Director of Child Welfare's applications for permanent guardianship and no access orders granted - Orders affirmed on appeal - State removal of children - Whether a speedy proceeding is more important than a full and fair proceeding - When courts impose in-home support, extent to which those who provide such services must be cognizant of the cultural practices/beliefs of parents - Whether trial judges have an obligation to provide interpreters when it is apparent that a party is unable to understand/follow proceedings.

PROCEDURAL HISTORY

July 19, 2001
Provincial Court of Alberta
(Franklin A.C.J.)

Respondent's applications for permanent guardianship and no access orders granted

APPLICATIONS FOR LEAVE
SUBMITTED TO COURT SINCE LAST ISSUE

DEMANDES SOUMISES À LA COUR DEPUIS
LA DERNIÈRE PARUTION

December 11, 2001 Court of Queen's Bench of Alberta (Clark J.)	Appeals dismissed
January 8, 2003 Court of Appeal of Alberta (McClung, Russell and Phillips JJ.A.)	Appeal dismissed
April 30, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

L'Industrielle Alliance, compagnie d'assurance sur la vie

c. (29584)

Gilbert Cabiakman (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Droit du travail - Employeur et employé - Dommages-intérêts - Un employeur, justifié de suspendre administrativement sans solde un employé en raison du dépôt d'accusations criminelles contre ce dernier, doit-il rembourser le salaire perdu par cet employé si ce dernier est subséquemment acquitté?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 20 avril 2000 Cour supérieure du Québec (Laramée j.c.s.)	Demanderesse condamnée à payer la somme de 149 553\$ à titre de salaire et 25 447\$ pour tenir lieu d'intérêts
Le 12 décembre 2002 Cour d'appel du Québec (Rothman, Dussault et Delisle jj.c.a.)	Appel rejeté; dispositif du jugement de première instance modifié afin de condamner la demanderesse à payer à l'intimé 200 000\$ avec intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle à compter du 17 janvier 2000
Le 6 février 2003 Cour suprême du Canada	Demande d'autorisation d'appel déposée

W.L. Gore & Associates Inc.

v. (29583)

David Goldfarb (F.C.A.)

NATURE OF THE CASE

Property law - Patents - Inventions - First to invent - Whether the Federal Court of Appeal erred in law in holding that an invention disclosure must disclose the "significance" of what the court finds to be the inventive feature - Whether the Federal Court of Appeal erred in not considering, as a question of law, whether the evidence tendered as corroborative could in law be corroboration of the facts to be proved, and that the Federal Court of Appeal consequently failed to find, as a matter of law, that the tendered evidence was not capable of being corroborative.

PROCEDURAL HISTORY

June 11, 1987 Commissioner of the Canadian Patent Office (Gariépy, Commissioner)	Four claims awarded to the Applicant; Four claims awarded to the Respondent
February 9, 2001 Federal Court of Canada, Trial Division (Lemieux J.)	Respondent named inventor; invention date established as August 7, 1973
December 4, 2002 Federal Court of Appeal (Strayer, Linden and Noël JJ.A.)	Appeal dismissed
February 3, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

JUDGMENTS ON APPLICATIONS FOR LEAVE

JUGEMENTS RENDUS SUR LES DEMANDES D'AUTORISATION

JUNE 5, 2003 / LE 5 JUIN 2003

- 29611 Francine Lessard c. Société de l'assurance automobile du Québec, Procureur général du Québec et Trudel, Nadeau, avocats (Qué.) (Civile)**

Coram : La juge en chef McLachlin et les juges Bastarache et Deschamps

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéro 500-09-012623-021, daté du 3 décembre 2002, est rejetée avec dépens.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec (Montreal), Number 500-09-012623-021, dated December 3, 2002, is dismissed with costs.

NATURE DE LA CAUSE

Procédure - Procédure civile - Appel - Preuve - Requête pour cesser d'occuper - Les intimés ont-ils respecté l'article 61 (e) du *Code de procédure civile* - La preuve n'a pas été faite sur les paragraphes 3 et 4 de la requête pour cesser d'occuper - La Cour supérieure a-t-elle accepté une preuve par oui-dire sur les paragraphes 3 et 4 de la requête pour cesser d'occuper.

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 17 juillet 2002
Cour supérieure du Québec
(Morneau j.c.s.)

Requête pour cesser d'occuper accueillie

Le 3 décembre 2002
Cour d'appel du Québec
(Rayle j.c.a.)

Le 3 février 2003
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

- 29597 Newfoundland and Labrador Association of Public and Private Employees v. Her Majesty the Queen in Right of Newfoundland as represented by Treasury Board and the Minister of Justice (N.L.) (Civil) (By Leave)**

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Newfoundland and Labrador, Number 98/42 2002 NLCA 72, dated December 6, 2002, is granted with costs to the applicant in any event of the cause.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de Terre-Neuve - et - Labrador, numéro 98/42 2002 NLCA 72, daté du 6 décembre 2002, est accordée avec dépens en faveur de la demanderesse quelle que soit l'issue de l'appel.

NATURE OF THE CASE

Canadian Charter - Civil - Equality rights - Pay equity - *Public Sector Restraint Act*, S.N. 1991, c. 3, prohibiting payment of pay equity adjustments in respect of prior fiscal years - Arbitration Board concluding that s. 9 of Act infringed s. 15(1) of *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and that infringement was not justified under s. 1 of *Charter* - Whether courts below erred in holding that majority of Arbitration Board erred in finding that violation of s. 15 of *Charter* was not

saved by s. 1 - Whether Court of Appeal erred in adding a further step to s. 1 analysis, namely a determination as to whether the Separation of Powers Doctrine has been offended.

PROCEDURAL HISTORY

March 20, 1998 Supreme Court of Newfoundland Trial Division (Mercer J.)	Respondent's application for judicial review allowed; Arbitration Board's decision set aside; Applicant's cross-application dismissed
December 6, 2002 Supreme Court of Newfoundland and Labrador Court of Appeal (Marshall, Steele and Roberts JJ.A.)	Appeal and cross-appeal dismissed
January 28, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

29586 Monsanto Canada Inc. v. Superintendent of Financial Services and R.M. Smallhorn, D.G. Halsall, S.J. Galbraith and National Trust Company - and between - The Association of Canadian Pension Management v. Superintendent of Financial Services - and - R.M. Smallhorn, D.G. Halsall, S.J. Galbraith and National Trust Company (Ont.) (Civil) (By Leave)

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The applications for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Numbers C36599, C36610 and C36613, dated November 22, 2002, are granted.

Les demandes d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéros C36599, C36610 et C36613, datés du 22 novembre 2002, sont accordées.

NATURE OF THE CASE

Commercial law - Company law - Pensions - Entitlement to Surplus - Employer partially winding up pension plan - Whether an employer who implements a partial wind up of its defined benefit pension plan has a legal obligation to distribute that part of the actuarial surplus then in the plan that is attributable to the members of the plan who are affected by the partial wind up - Administrative law - Natural Justice - Legitimate expectations - Standard of Review - Decision of tribunal set aside where interpretation was clearly wrong - Interpretation of s. 70(6) of the *Pension Benefits Act* - Comparable legislation in six province and federal jurisdiction - Impact of decision on employees, pensioners and employers, and private pension system as a whole - Opportunity to clarify decision in *Schmidt v. Air Products of Canada Ltd.*, [1994] 2 S.C.R. 611, and the proper application of trust law principles in the pension context - Whether there are issues of public importance raised - *Pension Benefits Act*, R.S.O. 1990, c.P.8, s. 70(6).

PROCEDURAL HISTORY

April 14, 2000 Financial Services Tribunal (McNairn (Chair), Erlichman (minority) and Moore Members)	Superintendent ordered to refrain from carrying out the proposal to refuse to approve the partial wind up report; Superintendent ordered to approve the report
March 19, 2001 Ontario Superior Court of Justice (Divisional Court) (Gravely, Matlow and Marchand JJ.)	Appeal allowed; order of the Financial Services Tribunal set aside; Superintendent ordered to carry out the notice of proposal to refuse to approve the report
November 22, 2002 Court of Appeal for Ontario (Laskin, Goudge and Armstrong JJ.A.)	Appeal dismissed
January 21, 2003 Supreme Court of Canada	First application for leave to appeal filed
January 21, 2003 Supreme Court of Canada	Second application for leave to appeal filed
March 28, 2003 Supreme Court of Canada (Arbour J.)	Leave to intervene in the applications for leave to appeal granted to National Trust , and R.M. Smallhorn, D.G. Halsall and S.J. Galbraith; style of cause to be modified accordingly

29650 Piersanti & Company v. Her Majesty the Queen (Ont.) (Criminal) (By Leave)

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number C38248, dated January 10, 2003, is dismissed.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro C38248, daté du 10 janvier 2003, est rejetée.

NATURE OF THE CASE

Canadian Charter - Criminal - Search warrants - Law office - Whether s. 487 of the Criminal Code violates s. 8 of the Charter and is unconstitutional to the extent that it authorizes searches of law offices and the seizure of documents therein in the absence of safeguards for solicitor and client privilege.

PROCEDURAL HISTORY

April 23, 2002 Ontario Superior Court of Justice (Campbell J.)	Motion to quash search warrant and declare s. 487 as it applies to law offices unconstitutional dismissed
January 10, 2003	Appeal dismissed

Court of Appeal for Ontario
(Weiler, Abella and Charron JJ.A.)

March 11, 2003
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

29585 David Butt v. United Steelworkers of America and United Steelworkers of America, Local 5795
(N.L.) (Civil) (By Leave)

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for an extension of time is granted and the application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Newfoundland and Labrador, Numbers 01/47 and 01/48, 2002 NFCA 62 dated October 11, 2002, is dismissed with costs.

La demande de prorogation de délai est accordée et la demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de Terre-Neuve -et- Labrador, numéros 01/47 et 01/48, 2002 NFCA 62 daté du 11 octobre 2002, est rejetée avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Administrative law - Jurisdiction - Labour law - Arbitration - Statutes - Interpretation - Torts - Damages - Negligence - Union duty of fair representation - Whether the appellate court erred in determining the duty of care owed by a union representative to a member of the union in processing a member's grievance - Effect of s. 126 of *Labour Relations Act*, S.N. 1977, c. 64.

PROCEDURAL HISTORY

May 13, 1993
Supreme Court of Newfoundland, Trial Division
(Barry J.)

Applicant's action in damages granted

October 11, 2002
Supreme Court of Newfoundland & Labrador,
Court of Appeal
(Gushue, Marshall and Cameron JJ.A.)

Appeal allowed; Applicant's cross-appeal dismissed

February 7, 2003
Supreme Court of Canada

Motion for an extension of time to file and serve application and Application for leave to appeal filed

9.5.2003

Before / Devant: THE REGISTRAR

Taxation of costs

Léo-Paul Roy

c. (29219)

Louise Comeau, ès qualités de syndic du Barreau du Québec, et al. (Qué.)

La Cour suprême a rejeté la demande d'autorisation d'appel avec dépens le 27 mars 2003. Le demandeur a déposé des objections au mémoire de frais de l'intimée, M^E Louise Comeau, ès qualités de syndic du Barreau du Québec.

Ayant examiné tous les éléments contestés, je retiens en partie la contestation relative aux débours. Les parties ont l'obligation de minimiser les frais. Le mémoire de l'intimée reprend deux documents déjà inclus dans le mémoire du demandeur, soit un total de 31 pages qui constituent un dédoublement à l'égard duquel les débours sont radiés. Je confirme les autres éléments du mémoire de frais qui sont conformes au Tarif des honoraires et débours taxables entre parties devant la Cour suprême du Canada et à la pratique instaurée.

Les dépens sont taxés en conséquence dans le document ci-joint.

The Supreme Court dismissed the application for leave to appeal with costs on March 27, 2003. The Applicant filed objections to the bill of costs of the Respondent, Louise Comeau, in her capacity as syndic of the Barreau du Québec.

Having considered all the disputed items, I accept in part the dispute respecting disbursements. The parties have an obligation to minimize costs. The Respondent's memorandum includes two documents already included in the Applicant's memorandum, for a total of 31 pages of duplication for which the disbursements are struck out. I confirm the other items in the bill of costs, which are in accordance with the Tariff of Fees and Disbursements To Be Taxed Between Parties in the Supreme Court of Canada and established practice.

The costs are taxed accordingly in the attached document.

26.5.2003

Before / Devant: MAJOR J.

Motion for leave to intervene

Requête en autorisation d'intervention

BY/PAR: Attorney General of Canada

IN/DANS: Her Majesty the Queen in Right of
the Province of British Columbia, as
represented by the Minister of Forests

v. (28981)

Chief Ronnie Jules, in his personal
capacity and as representative of the
Adams Lake Band, et al. (B.C.)

and

Her Majesty the Queen in Right of
the Province of British Columbia, as
represented by the Minister of Forests

v. (28988)

Chief Dan Wilson, in his personal
capacity and as representative of the
Okanagan Indian Band, et al. (B.C.)

GRANTED / ACCORDÉE

UPON APPLICATION by the Attorney General of Canada for leave to intervene in the above appeal;

AND HAVING READ the material filed ;

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

The motion for leave to intervene of the Attorney General of Canada is granted and the applicant shall be entitled to serve and a single factum not to exceed 20 pages in length in the two appeals.

The request to present oral argument is deferred to a date following receipt and consideration of the written arguments of the parties and the interveners.

The intervener shall not be entitled to adduce further evidence or otherwise to supplement the record of the parties.

Pursuant to Rule 59(1)(a) the intervener shall pay to the appellants and respondents any additional disbursements occasioned to the appellants and respondents by the intervention.

26.5.2003

Before / Devant: BASTARACHE J.

Motions for leave to intervene

Requêtes en autorisation d'intervention

BY/PAR: Attorney General of Canada
Attorney General of Ontario

IN/DANS: Her Majesty the Queen

v. (29185)

Claude Daoust, et al. (Crim.)(Qué.)

GRANTED / ACCORDÉES

UPON APPLICATIONS by the Attorney General of Canada and the Attorney General of Ontario for leave to intervene in the above appeal;

AND HAVING READ the material filed ;

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

The motion for leave to intervene of the applicant, the Attorney General of Canada, is granted and the applicant shall be entitled to serve and file a factum not to exceed 20 pages in length.

The motion for leave to intervene of the applicant, the Attorney General of Ontario, is granted and the applicant shall be entitled to serve and file a factum not to exceed 30 pages in length.

The request to present oral argument is deferred to a date following receipt and consideration of the written arguments of the parties and the interveners.

The interveners shall not be entitled to adduce further evidence or otherwise to supplement the record of the parties.

Pursuant to Rule 59(1)(a) the interveners shall pay to the appellants and respondents any additional disbursements occasioned to the appellants and respondents by the intervention.

À LA SUITE DES DEMANDES du Procureur général du Canada et du Procureur général de l'Ontario visant à obtenir l'autorisation d'intervenir dans l'appel susmentionné;

ET APRÈS AVOIR LU la documentation déposée;

L'ORDONNANCE SUIVANTE EST RENDUE;

La demande d'autorisation d'intervenir présentée par le Procureur général du Canada est accordée; la requérante aura le droit de signifier et déposer un mémoire de 20 pages tout au plus.

La demande d'autorisation d'intervenir présentée par le Procureur général de l'Ontario est accordée; la requérante aura le droit de signifier et déposer un mémoire de 30 pages tout au plus.

Les demandes visant à présenter une plaidoirie seront examinées après la réception et l'examen de l'argumentation écrite des parties et des intervenants.

Les intervenants n'auront pas le droit de produire d'autres éléments de preuve ni d'ajouter quoi que ce soit au dossier des parties.

Conformément au par. 59(1)(a) des Règles de la Cour suprême du Canada, les intervenants paieront aux appellants et aux intimés tous débours supplémentaires résultant de leur intervention.

26.5.2003

Before / Devant: THE REGISTRAR

Motion to extend the time in which to serve and file the applicant's reply

Requête en prorogation du délai imparti pour signifier et déposer la réponse de la demanderesse

Clifford John Brown

v. (29633)

Her Majesty the Queen (Crim.)(Alta.)

GRANTED / ACCORDÉE Time extended to May 9, 2003.

27.5.2003

Before / Devant: BASTARACHE J.

Motion to extend the time in which to serve and file the application for leave

Requête en prorogation du délai imparti pour signifier et déposer la demande d'autorisation

Nestor Myrglod

v. (29748)

W. Timothy Stodalka, et al. (Sask.)

DISMISSED / REJETÉE

UPON APPLICATION by the applicant for an order extending the time to serve and file an application for leave to appeal to July 31, 2003;

AND HAVING READ the material filed;

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

The application for an order extending the time to serve and file an application for leave to appeal is denied.

27.5.2003

Before / Devant: THE REGISTRAR

**Motion to extend the time in which to serve and file
the applicant's reply**

**Requête en prorogation du délai imparti pour
signifier et déposer la réponse de la demanderesse**

British Columbia Teachers' Federation, et al.

v. (29701)

The Board of School Trustees of School District No. 39
(Vancouver), et al. (B.C.)

GRANTED / ACCORDÉE Time extended to May 30, 2003.

27.5.2003

Before / Devant: BASTARACHE J.

Motions for leave to intervene

Requêtes en autorisation d'intervention

BY/PAR: Toronto Hydro-Electric System
 Limited
 Union Gas Limited
 Law Foundation of Ontario

IN/DANS: Gordon Garland

v. (29052)

The Consumers' Gas Company
Limited (Ont.)

GRANTED / ACCORDÉES

UPON APPLICATIONS by the Toronto Hydro-Electric System Limited, the Union Gas Limited and the Law Foundation of Ontario for leave to intervene in the above appeal;

AND HAVING READ the material filed ;

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

The motion for leave to intervene of the applicant, the Toronto Hydro-Electric System Limited, is granted and the applicant shall be entitled to serve and file a factum not to exceed 20 pages in length.

The motion for leave to intervene of the applicant, the Union Gas Limited, is granted and the applicant shall be entitled to serve and file a factum not to exceed 20 pages in length.

The motion for leave to intervene of the applicant, the Law Foundation of Ontario, is granted and the applicant shall be entitled to serve and file a factum not to exceed 20 pages in length.

The request to present oral argument is deferred to a date following receipt and consideration of the written arguments of the parties and the interveners.

The interveners shall not be entitled to adduce further evidence or otherwise to supplement the record of the parties.

Pursuant to Rule 59(1)(a) the interveners shall pay to the appellants and respondents any additional disbursements occasioned to the appellants and respondents by their intervention.

28.5.2003

Before / Devant: BASTARACHE J.

Motion to be added as a party

Requête visant à être ajouté comme partie

Norm Ringstad, in his capacity as the Project Assessment Director of the Tulsequah Chief Mine Project, Sheila Wynn, in her capacity as the Executive Director, Environmental Assessment Office, et al.

v. (29146)

The Taku River Tlingit First Nation and Melvin Jack, on behalf of himself and all other members of the Taku River Tlingit First Nation, et al. (B.C.)

GRANTED / ACCORDÉE

UPON APPLICATION on behalf of Redcorp Ventures Ltd., formerly known as Redfern Resources Ltd. ("Redfern") to be added as a party to the appeal, or alternatively be granted leave to intervene in the appeal;

AND HAVING READ the Affidavit of Joanne R. Lysyk sworn March 14, 2003, the letter of support of the Appellants, Norm Ringstad, et al., the response of the Respondents, Taku River Tlingit First Nation and Melvin Jack, and the reply of Redfern;

AND HAVING REGARD to the fact that Redfern was accorded full status as a respondent and proceeded and was dealt with as such in the courts below, considering that the presence of Redfern is necessary in order to ensure that the issues on appeal are properly and fairly adjudicated;

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

The Applicant Redfern is declared to be a party Respondent to this appeal. Redfern shall be entitled to serve and file a factum no later than one week after the date of this order. The time for the Respondents Taku River Tlingit First Nation and Melvin Jack to serve and file its factum is extended to ten weeks after the date when Redfern is required to serve and file its factum. The costs of this motion shall be in the cause.

28.5.2003

Before / Devant: BASTARACHE J.

Motions for leave to intervene

Requêtes en autorisation d'intervention

BY/PAR: Attorney General of Canada
Attorney General of Quebec
Union of British Columbia Indian
Chiefs
First Nations Summit
Business Council of British
Columbia, British Columbia &
Yukon Chamber of Mines, British
Columbia Chamber of Commerce,
British Columbia Wildlife Federation,
Council of Forest Industries, Mining
Association of British Columbia,
Aggregate Producers Association of
British Columbia
Doig River First Nation

IN/DANS: Norm Ringstad, in his capacity as the
Project Assessment Director of the
Tulsequah Chief Mine Project, Sheila
Wynn, in her capacity as the
Executive Director, Environmental
Assessment Office, et al.

v. (29146)

The Taku River Tlingit First Nation
and Melvin Jack, on behalf of himself
and all other members of the Taku
River Tlingit First Nation, et al.
(B.C.)

GRANTED / ACCORDÉES

UPON APPLICATIONS by the Attorney General of Canada, the Attorney General of Quebec, the Union of British Columbia Indian Chiefs, the First Nations Summit, the Business Council of British Columbia, British Columbia & Yukon Chamber of Mines, British Columbia Chamber of Commerce, British Columbia Wildlife Federation, Council of Forest Industries, Mining Association of British Columbia, Aggregate Producers Association of British Columbia and the Doig River First Nation for leave to intervene in the above appeal;

AND HAVING READ the material filed ;

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

The motion for leave to intervene of the applicant, the Attorney General of Canada, is granted and the applicant shall be entitled to serve and file a factum not to exceed 20 pages in length.

The motion for leave to intervene of the applicant, the Attorney General of Quebec, is granted and the applicant shall be entitled to serve and file a factum not to exceed 20 pages in length.

The motion for leave to intervene of the applicant, the Union of British Columbia Indian Chiefs, is granted and the applicant shall be entitled to serve and file a factum not to exceed 15 pages in length.

The motion for leave to intervene of the applicant, the First Nations Summit, is granted and the applicant shall be entitled to serve and file a factum not to exceed 20 pages in length.

The motion for leave to intervene of the applicant, the Business Council of British Columbia, British Columbia & Yukon Chamber of Mines, British Columbia Chamber of Commerce, British Columbia Wildlife Federation, Council of Forest Industries, Mining Association of British Columbia, Aggregate Producers Association of British Columbia, is granted and the applicant shall be entitled to serve and file a factum not to exceed 20 pages in length.

The motion for leave to intervene of the applicant, Doig River First Nation, is granted and the applicant shall be entitled to serve and file a factum not to exceed 30 pages in length.

The request to present oral argument is deferred to a date following receipt and consideration of the written arguments of the parties and the interveners.

The interveners shall not be entitled to adduce further evidence or otherwise to supplement the record of the parties.

Pursuant to Rule 59(1)(a) the interveners shall pay to the appellants and respondents any additional disbursements occasioned to the appellants and respondents by the intervention.

À LA SUITE DES DEMANDES du Procureur général du Canada, du Procureur général du Québec, de Union of British Columbia Indian Chiefs, de First Nations Summit, de Business Council of British Columbia, British Columbia & Yukon Chamber of Mines, British Columbia Chamber of Commerce, British Columbia Wildlife Federation, Council of Forest Industries, Mining Association of British Columbia, Aggregate Producers Association of British Columbia et de Doig River First Nation visant à obtenir l'autorisation d'intervenir dans l'appel susmentionné;

ET APRÈS AVOIR LU la documentation déposée;

L'ORDONNANCE SUIVANTE EST RENDUE;

La demande d'autorisation d'intervenir présentée par le Procureur général du Canada est accordée; la requérante aura le droit de signifier et déposer un mémoire de 20 pages tout au plus.

La demande d'autorisation d'intervenir présentée par le Procureur général du Québec est accordée; la requérante aura le droit de signifier et déposer un mémoire de 20 pages tout au plus.

La demande d'autorisation d'intervenir présentée par Union of British Columbia Indian Chiefs est accordée; la requérante aura le droit de signifier et déposer un mémoire de 15 pages tout au plus.

La demande d'autorisation d'intervenir présentée par First Nations Summit est accordée; la requérante aura le droit de signifier et déposer un mémoire de 20 pages tout au plus.

La demande d'autorisation d'intervenir présentée par Business Council of British Columbia, British Columbia & Yukon Chamber of Mines, British Columbia Chamber of Commerce, British Columbia Wildlife Federation, Council of Forest Industries, Mining Association of British Columbia, Aggregate Producers Association of British Columbia est accordée; la requérante aura le droit de signifier et déposer un mémoire de 20 pages tout au plus.

La demande d'autorisation d'intervenir présentée par Doig River First Nation est accordée; la requérante aura le droit de signifier et déposer un mémoire de 30 pages tout au plus.

Les demandes visant à présenter une plaidoirie seront examinées après la réception et l'examen de l'argumentation écrite des parties et des intervenants.

Les intervenants n'auront pas le droit de produire d'autres éléments de preuve ni d'ajouter quoi que ce soit au dossier des parties.

Conformément au par. 59(1)(a) des Règles de la Cour suprême du Canada, les intervenants paieront aux appellants et aux intimés tous débours supplémentaires résultant de leur intervention.

29.5.2003

Before / Devant: MAJOR J.

Further order on motion for leave to intervene

BY/PAR: Charter Committee on Poverty Issues

IN/DANS: Her Majesty the Queen

v. (29053)

Yu Wu (Crim.)(Ont.)

Autre ordonnance sur une requête en autorisation d'intervention

UPON APPLICATION by the Charter Committee on Poverty Issues for leave to intervene in the above appeal and pursuant to the order of May 8, 2003;

IT IS HEREBY FURTHER ORDERED THAT the said intervenor is granted permission to present oral argument not exceeding fifteen (15) minutes in total at the hearing of the appeal.

29.5.2003

Before / Devant: MAJOR J.

Further order on motions for leave to intervene

BY/PAR:

- Ontario Association of Children's Aid Societies
- Canadian Teachers' Federation
- Focus on the Family (Canada) Association, Canada Family Action Coalition, the Home School Legal Defence Association of Canada and REAL Woman of Canada, together forming the Coalition for Family Autonomy
- Child Welfare League of Canada / La Ligue pour le bien-être de l'enfance du Canada
- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

IN/DANS:

- Canadian Foundation for Children, Youth and the Law

v. (29113)

Attorney General in Right of Canada
(Crim.)(Ont.)

UPON APPLICATION by the Ontario Association of Children's Aid Societies, the Canadian Teachers' Federation, the Focus on the Family (Canada) Association, Canada Family Action Coalition, the Home School Legal Defence Association of Canada and REAL Woman of Canada, together forming the Coalition for Family Autonomy, the Child Welfare League of Canada / La Ligue pour le bien-être de l'enfance du Canada, the Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse for leave to intervene in the above appeal and pursuant to the order of May 9, 2003;

IT IS HEREBY FURTHER ORDERED THAT the following interveners are granted permission to present oral argument at the hearing of the appeal not to exceed the time allowed respectively to each of them as follows:

-	Ontario Association of Children's Aid Societies	15 minutes
-	Canadian Teachers' Federation	15 minutes
-	Focus on the Family (Canada) Association, Canada Family Action Coalition, the Home School Legal Defence Association of Canada and REAL Woman of Canada, together forming the Coalition for Family Autonomy	10 minutes
-	Child Welfare League of Canada / La Ligue pour le bien-être de l'enfance du Canada	10 minutes
-	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	10 minutes

À LA SUITE D'UNE DEMANDE de Ontario Association of Children's Aid Societies, Fédération canadienne des enseignantes et enseignants, Focus on the Family (Canada) Association, Canada Family Action Coalition, the Home

School Legal Defence Association of Canada et REAL Woman of Canada, ensemble formant Coalition for Family Autonomy, Child Welfare League of Canada / La Ligue pour le bien-être de l'enfance du Canada, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse visant à obtenir l'autorisation d'intervenir dans l'appel susmentionné et suite à l'ordonnance du 9 mai 2003;

IL EST EN OUTRE ORDONNÉ que les plaideoiries des intervenantes soient respectivement limitées de la façon suivante:

- Ontario Association of Children's Aid Societies	15 minutes
- Fédération canadienne des enseignantes et enseignants	15 minutes
- Focus on the Family (Canada) Association, Canada Family Action Coalition, the Home School Legal Defence Association of Canada et REAL Woman of Canada, together forming the Coalition for Family Autonomy	10 minutes
- Child Welfare League of Canada / La Ligue pour le bien-être de l'enfance du Canada	10 minutes
- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	10 minutes

29.5.2003

Before / Devant: DESCHAMPS J.

Further order on motions for leave to intervene

BY/PAR: Attorney General of Ontario
Executive Director of the British
Columbia Securities Commission

IN/DANS: Deloitte & Touche LLP

v. (29300)

Ontario Securities Commission (Ont.)

**Autre ordonnance sur des requêtes en autorisation
d'intervention**

UPON APPLICATION by the Attorney General of Ontario and the Executive Director of the British Columbia Securities Commission for leave to intervene in the above appeal and pursuant to the order of April 28, 2003;

IT IS HEREBY FURTHER ORDERED THAT the said interveners are each granted permission to present oral argument not exceeding fifteen (15) minutes in total at the hearing of the appeal.

30.5.2003

Before / Devant: THE REGISTRAR

Motion to file supplementary materials

Francine Lessard

c. (29611)

Société de l'assurance automobile du Québec, et al.
(Qué.)

Requête pour déposer des documents supplémentaires

GRANTED / ACCORDÉE

**APPEALS HEARD SINCE LAST ISSUE
AND DISPOSITION**

**APPELS ENTENDUS DEPUIS LA
DERNIÈRE PARUTION ET
RÉSULTAT**

03.06.2003

CORAM: Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour, LeBel and Deschamps JJ.

H & R Block Canada Inc.

v. (28975)

National Trust Company (Ont.) (Civil)(By Leave)

Samuel R. Rickett and Michael J.W. Round for the appellant

D.J.T. Mungovan and P.J. Cavanagh for the respondent.

RESERVED / EN DÉLIBÉRÉ

Nature of the case:

Commercial law - Creditor and debtor- Bulk sales - Whether purchaser who fails to comply with provisions of the Act is liable to seller's creditors on a sale in bulk - Given that at the time of the sale, Tax Time paid the entire proceeds of the bulk sale to secured creditors ranking in priority to its unsecured creditors, and given that National Trust was an unsecured creditor, has H & R Block accounted to National Trust for the value of the stock in bulk that it received from Tax Time within the meaning of s. 16(2) of the Act? - *Bulk Sales Act*, R.S.O. 1990, c. B.14, s. 16(2).

Nature de la cause:

Droit commercial - Créditeur et débiteur- Ventes en bloc - L'acheteur qui ne se conforme pas à la Loi est-il tenu de rendre compte aux créanciers du vendeur à l'occasion d'une vente en bloc? - Étant donné qu'au moment de la vente Tax Time a versé tout le produit de la vente en bloc aux créanciers garantis ayant priorité de rang sur les créanciers non garantis et que Trust National était une créancière non garantie, H & R Block a-t-elle rendu compte à Trust National de la valeur du stock en bloc reçu de Tax Time, au sens de l'art. 16(2) de la Loi? - *Loi sur la vente en bloc*, L.R.O. 1990, ch. B.14, art. 16(2).

04.06.2003

CORAM: Chief Justice McLachlin and Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour, LeBel and Deschamps JJ.

Her Majesty the Queen

v. (29053)

Yu Wu (Ont.) (Criminal) (By Leave)

Peter DeFreitas and
Marie Comiskey for the appellant

Lawrence Greenspon, Blair Crew and Trevor Brown for
the respondent

Vince Calderhead and Roger Burrill for the intervenor
Charter Committee on Poverty Issues

RESERVED / EN DÉLIBÉRÉ

Nature of the case:

Criminal law - Sentencing - Statutes - Interpretation - Where a court elects to impose a term of imprisonment in default of payment of a fine under s. 240(4) of the *Excise Act*, but allows no time to pay the fine, may the term of imprisonment be served as a conditional

Nature de la cause:

Droit criminel - Détermination de la peine - Législation - Interprétation - Lorsqu'un tribunal choisit d'infliger une peine d'emprisonnement applicable en cas de défaut de payer l'amende visée au par. 240(4) de la *Loi sur l'accise*, sans toutefois accorder un délai de paiement, la peine d'emprisonnement peut-elle être purgée dans la

sentence in the community under s. 742.1 of the *Criminal Code* of Canada?

collectivité en tant que peine d'emprisonnement avec sursis en application de l'art. 742.1 du *Code criminel* du Canada?

03.06.2003

CORAM: La juge en chef McLachlin et les juges Gonthier, Major, Bastarache, Binnie, LeBel et Deschamps.

SERGE GIGUÈRE

c. (28901)

**La Chambre des notaires du Québec (Qué.) (Civile)
(Autorisation)**

EN DÉLIBÉRÉ / RESERVED

Nature de la cause:

Droit du travail - Droit administratif - Droit des professions - Contrôle judiciaire - Fonds d'indemnisation de la Chambre de notaires du Québec - Exercice de la profession de notaire - Pour des fins d'indemnisation en vertu de l'article 89 du *Code des professions*, L.R.Q., c. C-26, et de l'article 2.01 du *Règlement sur le fonds d'indemnisation de la Chambre des notaires du Québec*, R.R.Q. 1981, c. N-2, r.8, les Comités de la Chambre de notaires du Québec ont-ils erré dans l'exercice de leur pouvoir discrétionnaire?

Nature of the case:

Labour law - Administrative law - Law of professions - Judicial review - Indemnity fund of Chambre des notaires du Québec - Practice of profession of notary - Whether Committees of Chambre des notaires du Québec erred in exercising discretion concerning indemnification under s. 89 of *Professional Code*, R.S.Q., c. C-26, and s. 2.01 of *Regulation respecting the indemnity fund of the Chambre des notaires du Québec*, R.R.Q. 1981, c. N-2, r.8.

**PRONOUNCEMENTS OF APPEALS
RESERVED**

Reasons for judgment are available

**JUGEMENTS RENDUS SUR LES APPELS EN
DÉLIBÉRÉ**

Les motifs de jugement sont disponibles

JUNE 5, 2003 / LE 5 JUIN 2003

**28667 Mervyn Allen Buhay - v. - Her Majesty The Queen - and - Attorney General of Quebec (Crim.)
(Man.) 2003 SCC 30 / 2003 CSC 30**

Coram: McLachlin C.J. and Gonthier, Iacobucci, Major,
Bastarache, Binnie, Arbour, LeBel and Deschamps JJ.

The appeal from the judgment of the Court of Appeal of Manitoba, Number AR-00-30-04566, dated April 24, 2001, heard on November 1, 2002, is allowed. The judgment of the Court of Appeal of Manitoba is set aside and the acquittal entered at trial is restored.

L'appel interjeté contre l'arrêt de la Cour d'appel du Manitoba, numéro AR-00-30-04566, en date du 24 avril 2001, entendu le 1^{er} novembre 2002 est accueilli. L'arrêt de la Cour d'appel du Manitoba est annulé et le verdict d'acquittement inscrit à l'issue du procès est rétabli.

**28483 Caisse Populaire Desjardins de Val-Brillant - c. - Métivier & Associés Inc. (Qué.)
2003 SCC 31 / 2003 CSC 31**

Coram : Les juges Gonthier, Iacobucci, Bastarache, Binnie, Arbour, LeBel et Deschamps

L'appel interjeté contre l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Québec), numéro 200-09-002486-998, en date du 22 janvier 2001, entendu le 6 novembre 2002, est accueilli avec dépens dans toutes les cours. Les juges Binnie, LeBel et Deschamps sont dissidents.

The appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec (Quebec), Number 200-09-002486-998, dated January 22, 2001, heard on November 6, 2002, is allowed with costs throughout, Binnie, LeBel and Deschamps JJ. dissenting.

JUNE 6, 2003 / LE 6 JUIN 2003

**28799 Dr. Russel Fleming - v. - Professor Scott Starson a.k.a. Scott Jeffery Schutzman - and -
Schizophrenia Society of Canada, Centre for Addiction and Mental Health, Mental Health Legal
Committee and Mental Health Legal Advocacy Coalition (Ont.) 2003 SCC 32 / 2003 CSC 32**

Coram: McLachlin C.J. and Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour, LeBel and Deschamps JJ.

The appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number C33406, dated June 14, 2001, heard on January 15, 2003 is dismissed, McLachlin C.J. and Gonthier and LeBel JJ. dissenting.

L'appel interjeté contre l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro C33406, en date du 14 juin 2001, entendu le 15 janvier 2003 est rejeté. La juge en chef McLachlin et les juges Gonthier et LeBel sont dissidents.

28700 Her Majesty the Queen - v. - Terry Steven Owen (Criminal) (Ont.) 2003 SCC 33 / 2003 CSC 33

Coram: McLachlin C.J. and Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour, LeBel and Deschamps JJ.

The appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number C34362, dated May 8, 2001, heard on January 15, 2003 is allowed. The decision of the Court of Appeal for Ontario is set aside and the order of the Review Board dated May 17, 2000 is reinstated, Arbour J. dissenting.

L'appel interjeté contre l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro C34362, en date du 8 mai 2001, entendu le 15 janvier 2003 est accueilli. L'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario est annulé et l'ordonnance de la Commission d'examen, datée du 17 mai 2000, est rétablie. La juge Arbour est dissidente.

28726 Darrell Wayne Trociuk - v. - Attorney General of British Columbia, the Director of Vital Statistics and Reni Ernst (B.C.) 2003 SCC 34 / 2003 CSC 34

Coram: McLachlin C.J. and Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour, LeBel and Deschamps JJ.

The appeal from the judgment of the Court of Appeal of British Columbia (Vancouver), Number CA025972, dated May 23, 2001, heard on December 4, 2002 is allowed with costs throughout. The declaration of invalidity with respect to ss. 3(1)(b) and 3(6)(b) will be suspended for a period of 12 months. If the constitutional defect has not been remedied at that time, the provisions will be of no force and effect by operation of s. 52 of the *Constitution Act, 1982*.

The constitutional questions are answered as follows:

Question 1: Do ss. 3(1)(b) and 3(6)(b) of the British Columbia *Vital Statistics Act*, R.S.B.C. 1996, c. 479, on their own or in their effect, discriminate against biological fathers on the basis of sex, by providing biological mothers with sole discretion to include or exclude information relating to biological fathers when registering the birth of a child, contrary to s. 15(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*?

Answer: Yes.

Question 2: If question 1 is answered in the affirmative, is the discrimination a reasonable limit prescribed by law which can be demonstrably justified in a free and democratic society under s. 1 of the *Charter*?

Answer: No.

L'appel interjeté contre l'arrêt de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique (Vancouver), numéro CA025972, en date du 23 mai 2001, entendu le 4 décembre 2002 est accueilli avec dépens dans toutes les cours. La déclaration d'invalidité des al. 3(1)b et 3(6)b est suspendue pour 12 mois. Si l'inconstitutionnalité n'est pas corrigée à cette date, ces dispositions deviendront inopérantes en vertu de l'art. 52 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.

Les questions constitutionnelles reçoivent les réponses suivantes :

Question 1 : Les alinéas 3(1)b et 3(6)b de la *Vital Statistics Act*, R.S.B.C. 1996, ch. 479, constituent-ils, en violation du par. 15(1) de la *Charte canadienne des droits et libertés*, une discrimination fondée sur le sexe, contre les pères biologiques, en accordant aux seules mères biologiques la faculté d'inclure ou d'exclure des renseignements sur les pères biologiques lorsqu'elles enregistrent la naissance d'un enfant?

Réponse : Oui.

Question 2 : Si la réponse à la question 1 est affirmative, la discrimination constitue-t-elle, suivant l'article premier de la *Charte*, une limite raisonnable prescrite par une règle de droit et dont la justification peut se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique?

Réponse : Non.

Mervyn Allen Buhay - v. - Her Majesty The Queen - and - Attorney General of Quebec (Crim.) (Man.) (28667)

Indexed as: R. v. Buhay / Répertorié : R. c. Buhay

Neutral citation: 2003 SCC 30. / Référence neutre : 2003 CSC 30.

Judgment rendered June 5, 2003 / Jugement rendu le 5 juin 2003

Present: McLachlin C.J. and Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour, LeBel and Deschamps JJ.

Criminal law -- Evidence -- Admissibility -- Marijuana seized from rented locker – Whether accused's constitutional right to be secure against unreasonable search or seizure violated – If so, whether evidence should be excluded -- Canadian Charter of Rights and Freedoms, ss. 8, 24(2).

Constitutional law -- Charter of Rights – Unreasonable search and seizure -- Application of Charter -- Exclusion of evidence – Marijuana seized from rented locker – Whether accused had reasonable expectation of privacy in locker -- Whether Charter applies to initial search by private security guards -- Whether subsequent warrantless search and seizure by police violated accused's right to be secure against unreasonable search or seizure -- If so, whether evidence should be excluded - Canadian Charter of Rights and Freedoms, ss. 8, 24(2), 32.

The accused rented a locker at the Winnipeg bus depot. A short time later, one of the security guards detected a strong odour of marijuana coming from the locker. The locker was opened by a Greyhound agent for the security guards, and inside they found a duffel bag containing some marijuana. The security guards placed the items back in the locker, locked it, and contacted the police. The police officers smelled marijuana and a Greyhound agent opened the locker for them. One of the officers seized the bag of marijuana, and placed it in the cruiser. The police officers did not have a search warrant. One of the officers testified that the idea of obtaining a warrant did not cross his mind. The other officer mentioned that he considered obtaining a warrant, but did not think the accused had a reasonable expectation of privacy in the locker and that, further, he did not think he had sufficient grounds to obtain a warrant. The next day, an individual tried to retrieve the bag from the locker, and the accused was later arrested and charged with possession of marijuana for the purpose of trafficking. The trial judge, finding a violation of s. 8 of the *Charter*, granted the motion to exclude the evidence under s. 24(2) of the *Charter*, and acquitted the accused. The Court of Appeal allowed the Crown's appeal and entered a conviction.

Held: The appeal should be allowed and the acquittal entered at trial restored.

The accused had a reasonable expectation of privacy in the contents of the locker he rented. The accused had control and possession of the locker's contents through possession of the key. Moreover, the signs on the lockers made no mention of the possibility that they might be opened and searched. A reasonable person would expect that his or her private belongings, when secured in a locker that he or she has paid money to rent, will be left alone, unless the contents appear to pose a threat to the security of the bus depot. The existence of a master key does not in itself destroy the expectation of privacy. While it was not as high as the privacy afforded to one's own body, home or office, a reasonable expectation of privacy existed in the locker sufficient to engage the accused's. 8 *Charter* rights.

The initial search by the security guards did not trigger the application of the *Charter* because the guards were not acting as agents of the state, nor could their activities be assimilated or ascribed to the government. However, the police were required to obtain a warrant to search the accused's locker. The warrantless search and seizure was an impermissible intrusion of the state on a legitimate and reasonable expectation of privacy and therefore constitutes a violation of s. 8 of the *Charter*. The Court of Appeal erred in finding that there was no search and seizure by the police. A person's reasonable expectation of privacy as to the contents of a rented and locked bus depot locker is not destroyed merely because a private individual invades that privacy by investigating the contents of the locker. The accused's reasonable expectation of privacy was continuous. The intervention of the security guards does not relieve the police from the requirement of prior judicial authorization before seizing contraband uncovered by security guards.

This Court should not interfere with the trial judge's decision to exclude the evidence under s. 24(2) of the *Charter*. On the issue of trial fairness, the evidence in this case is non-conscriptive, "discoverable" evidence, and its admission would not render the trial unfair. On the question of the seriousness of the breach, the trial judge is entitled to considerable deference. The fact that obtaining a warrant did not even cross the mind of one officer demonstrates a certain

casual attitude toward the accused's *Charter* rights. The other officer's admission that he did consider obtaining a warrant but that he thought that he lacked sufficient grounds to get one also suggests blatant disregard for the accused's rights. Moreover, there was no situation of urgency or necessity, as there was no immediate danger that the evidence would be lost, removed or destroyed, nor was an imminent threat posed by the marijuana in the locker. The situation did not require immediate action to secure the evidence, as the locking mechanism was still engaged and the 24-hour limit had not expired. It is also clear from the record that the police could have obtained the evidence without infringing the accused's rights. The failure of the police officers to explore other investigative techniques that were available to them shows the absence of sincere effort to comply with the *Charter*. While some other elements militate in favour of the admission of the evidence, the evidence considered as a whole supports a conclusion that the violation was serious. The trial judge's assessment of the seriousness of the interference with the accused's privacy interests reveals no misapprehension of the evidence, or failure to consider relevant factors, and is not unreasonable.

The administration of justice does not have to be brought into disrepute on a national scale before courts may interfere to protect the integrity of the process within which they operate. While s. 24(2) is not an automatic exclusionary rule, neither should it become an automatic inclusionary rule when the evidence is non-conscriptive and essential to the Crown's case. An appellate court must determine if, all factors considered, the trial judge's conclusion to exclude the evidence, based on her or his finding that its admission would bring the administration of justice into disrepute, was reasonable. In light of the trial judge's concern as to the long-term effect of the law enforcement officers' attitude in this case, it was well within his judicial discretionary power to conclude that the admission of the marijuana in this case would cause greater disrepute to the justice system than its exclusion would, and such decision is very well within the limits of reasonableness.

APPEAL from a judgment of the Court of Appeal of Manitoba (2001), 156 Man. R. (2d) 111, 84 C.R.R. (2d) 366, 246 W.A.C. 111, [2001] M.J. No. 215 (QL), 2001 MBCA 70, setting aside a decision of the Provincial Court (2000), 147 Man. R. (2d) 149, [2000] M.J. No. 571 (QL). Appeal allowed.

Bruce F. Bonney and G. Bruce Gammon, for the appellant.

David G. Frayer, Q.C., and Erin E. Magas, for the respondent.

Written submissions only by *Carole Lebeuf*, for the intervener.

Solicitors for the appellant: Phillips, Aiello, Winnipeg.

Solicitor for the respondent: The Attorney General of Canada, Winnipeg.

Solicitor for the intervener: The Attorney General's Prosecutor, Montréal.

Présents : La juge en chef McLachlin et les juges Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour, LeBel et Deschamps.

Droit criminel – Preuve – Recevabilité – Marijuana saisie dans un casier loué – Le droit de l'accusé à la protection contre les fouilles, perquisitions et saisies abusives est-il violé? -- S'il l'est, faut-il écarter la preuve? -- Charte canadienne des droits et libertés, art. 8, 24(2).

Droit constitutionnel – Charte des droits – Fouille et saisie abusives – Application de la Charte – Exclusion de la preuve – Marijuana saisie dans un casier loué – L'accusé avait-il une attente raisonnable de vie privée à l'égard du casier? – La Charte s'applique-t-elle à la fouille initiale par des gardes de sécurité privés? – La fouille et la saisie sans mandat effectuées ensuite par la police violaient-elles le droit de l'accusé à la protection contre les fouilles et saisies abusives? – Si tel est le cas, la preuve doit-elle être écartée? – Charte canadienne des droits et libertés, art. 8, 24(2) et 32.

L'accusé loue un casier à la gare routière de Winnipeg. Peu de temps après, un garde de sécurité sent une forte odeur de marijuana provenant du casier. Le casier est ouvert par un employé de Greyhound pour les gardes de sécurité qui y trouvent un sac de voyage contenant de la marijuana. Les gardes de sécurité remettent les objets dans le casier, le verrouillent et appellent la police. Les policiers sentent l'odeur de marijuana et un employé de Greyhound leur ouvre le casier. Un policier saisit le sac de marijuana et le met à l'arrière de l'auto-patrouille. Les policiers n'avaient pas de mandat de perquisition. L'un d'eux a témoigné qu'il n'avait jamais pensé à en obtenir un, et l'autre qu'il y avait songé, mais ne pensait pas que l'appelant avait une attente raisonnable de vie privée à l'égard du casier et qu'en outre, il n'y avait pas de motifs suffisants pour obtenir un mandat. Le lendemain, un individu tente de reprendre le sac dans le casier, et l'accusé est arrêté plus tard et inculpé pour possession de marijuana en vue d'en faire le trafic. Le juge du procès conclut à la violation de l'art. 8 de la *Charte*, accorde la demande d'exclusion de la preuve en vertu du par. 24(2) de la *Charte* et acquitte l'accusé. La Cour d'appel fait droit à l'appel du ministère public et inscrit une déclaration de culpabilité.

Arrêt : Le pourvoi est accueilli et l'acquittement prononcé au procès est rétabli.

L'accusé avait une attente raisonnable de vie privée à l'égard du contenu du casier loué. Ayant la clé du casier, l'appelant avait le contrôle et la possession de ce qu'il contenait. De plus, la vignette apposée aux casiers ne faisait pas mention de la possibilité qu'ils soient ouverts et fouillés. Une personne raisonnable s'attendrait à ce que personne ne touche à ses objets personnels déposés dans un casier loué contre paiement, à moins qu'ils ne paraissent constituer une menace pour la sécurité de la gare routière. L'existence d'un passe-partout ne supprime pas en soi l'attente de vie privée. Même si elle n'était pas aussi grande qu'à l'égard du corps, du lieu de résidence ou du lieu de travail, l'attente raisonnable de vie privée à l'égard du casier était suffisante pour qu'entre en jeu la garantie de l'art. 8 de la *Charte*.

La fouille initiale par les gardes de sécurité n'a pas enclenché l'application de la *Charte* parce qu'ils n'agissaient pas à titre de représentants de l'État et que leurs activités ne pouvaient pas être attribuées ou assimilées à celles de l'État. Toutefois, les policiers devaient obtenir un mandat avant de procéder à la fouille du casier de l'accusé. La fouille et la saisie sans mandat sont une violation inacceptable par l'État d'une attente légitime et raisonnable de vie privée, et donc une violation de l'art. 8 de la *Charte*. La Cour d'appel a eu tort de conclure qu'il n'y a eu ni fouille ni saisie par la police. Le seul fait qu'un particulier a porté atteinte à sa vie privée en fouillant le contenu du casier verrouillé loué, n'élimine pas l'attente raisonnable de vie privée qu'à une personne relativement au contenu de ce casier. L'attente raisonnable de vie privée de l'accusé était continue. L'intervention des gardes de sécurité ne soustrait pas les policiers à l'obligation d'obtenir au préalable l'autorisation du tribunal de saisir la contrebande découverte par les gardes de sécurité.

La Cour ne doit pas modifier la décision du juge du procès d'écartier la preuve en vertu du par. 24(2) de la *Charte*. Sur l'équité du procès, la preuve en l'espèce était une preuve non conscrite et « susceptible d'être découverte », et son utilisation ne rendrait pas le procès inéquitable. Sur la gravité de la violation, le juge du procès a droit à une grande déférence. Le fait qu'un des agents n'a même pas pensé à obtenir un mandat indique une certaine désinvolution envers les droits constitutionnels de l'accusé, et l'admission de l'autre agent qu'il y avait songé, mais pensait ne pas avoir de motifs suffisants pour obtenir un mandat, indique également un mépris flagrant des droits de l'accusé. De plus, il n'y avait aucune situation d'urgence ou de nécessité, puisqu'il n'y avait pas de risque immédiat que la preuve soit perdue, enlevée ou détruite, et la marijuana dans le casier ne constituait pas une menace imminente. La situation n'exigeait pas de mesures immédiates pour protéger la preuve, puisque le verrou était toujours en place, et que la période maximale de 24 heures n'avait pas expiré. Il ressort aussi clairement du dossier que la police aurait pu obtenir la preuve sans porter atteinte aux droits de l'accusé. L'omission des policiers d'envisager d'autres techniques d'enquête possibles montre qu'ils n'ont pas fait d'efforts sincères pour se conformer à la *Charte*. Si certains éléments militent en faveur de l'utilisation de l'élément de preuve, la preuve, prise globalement, étaye la conclusion que l'atteinte aux droits de l'accusé était grave. L'appréciation par le juge de la gravité de l'atteinte aux droits de l'accusé en matière de vie privée ne révèle aucune erreur d'interprétation de la preuve ou omission de tenir compte de facteurs pertinents, et son appréciation n'est pas déraisonnable.

Il n'est pas nécessaire que l'administration de la justice risque d'être déconsidérée à l'échelle nationale pour que les tribunaux soient autorisés à intervenir pour préserver l'intégrité du système judiciaire dans lequel ils opèrent. Le paragraphe 24(2) n'établit pas une règle d'exclusion automatique mais il ne faut pas non plus en faire une règle d'inclusion automatique quand la preuve n'est pas conscrite et qu'elle est essentielle à la poursuite. La cour d'appel doit décider si, compte tenu de tous les facteurs, la décision du juge du procès d'exclure la preuve, après avoir conclu que son utilisation déconsidérerait l'administration de la justice, était raisonnable. Vu sa crainte concernant les effets à long terme de l'attitude

des policiers en l'espèce, le juge du procès avait le pouvoir discrétionnaire de conclure que l'utilisation de la preuve — la marijuana — déconsidérerait davantage l'administration de la justice que son exclusion, et cette décision est raisonnable à tous points de vue.

POURVOI contre un arrêt de la Cour d'appel du Manitoba (2001), 156 Man. R. (2d) 111, 84 C.R.R. (2d) 366, 246 W.A.C. 111, [2001] M.J. No. 215 (QL), 2001 MBCA 70, qui a infirmé une décision de la Cour provinciale (2000), 147 Man. R. (2d) 149, [2000] M.J. No. 571 (QL). Pourvoi accueilli.

Bruce F. Bonney et G. Bruce Gammon, pour l'appelant.

David G. Frayer, c.r., et Erin E. Magas, pour l'intimée.

Argumentation écrite seulement par *Carole Lebeuf*, pour l'intervenant.

Procureurs de l'appelant : Phillips, Aiello, Winnipeg.

Procureur de l'intimée : Le procureur général du Canada, Winnipeg.

Procureur de l'intervenant : Le substitut du procureur général du Québec, Montréal.

Caisse Populaire Desjardins de Val-Brillant - c. - Métivier & Associés Inc. (Qué.) (28483)

Indexed as: *Caisse Populaire Desjardins de Val-Brillant v. Blouin /*

Répertorié : *Caisse Populaire Desjardins de Val-Brillant c. Blouin*

Neutral citation: 2003 SCC 31. / Référence neutre : 2003 CSC 31.

Judgment rendered June 5, 2003 / Jugement rendu le 5 juin 2003

Present: Gonthier, Iacobucci, Bastarache, Binnie, Arbour, LeBel and Deschamps JJ.

Priorities and hypothecs -- Movable hypothec with delivery -- Movable hypothec on claims -- Validity of movable hypothec with delivery on claim not represented by negotiable instrument -- Whether provisions of federal Income Tax Act affect validity of hypothec -- Whether words "property or title" used in arts. 2702 and 2703 C.C.Q. are sufficiently broad to include claims not represented by negotiable instrument -- Whether there may, in case of such claim, be sufficient holding by creditor to grant and publish hypothec -- Civil Code of Québec, S.Q. 1991, c. 64, arts. 1641, 2702, 2703, 2710 -- Income Tax Act, R.S.C. 1985, c. I (5th Supp.), s. 248.

A couple of annuitants signed a statement establishing the terms of the standard RRSP offered by the Caisse populaires Desjardins. According to the statement, the plan complied with the *Income Tax Act* (ITA) and contributions would be held by Desjardins Trust on behalf of the annuitants until the plan matured. The contributions were to be deposited in a retirement savings account at the Caisse. The Caisse issued four deposit certificates in the name of Desjardins Trust which could not be withdrawn before maturity and were non-negotiable and non-transferrable. The certificates stated that the deposits could not be given as security other than to the Caisse. Before maturity, the annuitants borrowed from the Caisse, which, by way of security, had them sign a document entitled [TRANSLATION] "Movable hypothec on moneys accumulated in a retirement savings plan". The Caisse held the deposit certificates. The hypothecs were accepted by Desjardins Trust. The annuitants then made an assignment in bankruptcy. The Caisse completed the RRSP withdrawal forms. After remitting the amount of the deposits to the Caisse, to the value of the balance of the loans after tax was withheld, Desjardins Trust issued the tax statements in respect of the use of the RRSPs as security and those in respect of the extinction of the security. The trustee rejected the Caisse's claim as a secured creditor. The Superior Court ruled in favour of the Caisse, but the Court of Appeal restored the trustee's decision.

Held (Binnie, LeBel and Deschamps JJ. dissenting): The appeal should be allowed.

(1) *Effects of the ITA on the validity of the hypothec*

While the RRSP in which the annuitants invested cannot be characterized as a trust in the civil law sense, because the annuitants were still the owners (or creditors) of the funds invested, s. 248 ITA provides, for Quebec, that an arrangement may be deemed to be a trust if it meets certain requirements. The tax authorities characterized the RRSP as a trust, and there is nothing in the evidence that would allow that characterization to be questioned. The ITA does not prohibit the use of this RRSP as security. Determination of the validity of the hypothec, however, must be based on the civil law.

(2) *Validity of the hypothec*

Per Gonthier, Iacobucci, Bastarache and Arbour JJ.: The movable hypothec with delivery on a claim not represented by a negotiable instrument at issue here is valid.

The words "property or title" used in arts. 2702 and 2703 C.C.Q. are sufficiently broad to include claims not represented by a negotiable instrument that are part of the hypothecary debtor's patrimony. This conclusion is consistent with the wording of arts. 2708, 2709 and 2710. The effect of an interpretation that would limit the expression "title" to negotiable instruments and the expression "property" to corporeal property would be to prohibit individuals from creating certain hypothecs for which the Code expressly provides.

The real question is whether there may, in the case of a claim not represented by a negotiable instrument, be sufficient holding by a creditor to grant and publish the hypothec. A movable hypothec with delivery on a non-negotiable

claim is validly granted and published where (i) the debtor has transferred effective control of the claim to the creditor by giving the creditor the right to collect directly in the event of default, without further authorization by the debtor; (ii) where the claim is evidenced by a non-negotiable title which it is possible to hand over, such title has been handed over to the creditor; and (iii) the necessary steps have been taken so that the hypothec may be set up against the debtor of the claim in accordance with art. 1641 C.C.Q.

In the case of a claim not represented by a negotiable instrument, mere physical delivery of the non-negotiable instrument that attests the claim is not sufficient for a hypothecary creditor to genuinely hold the title within the meaning of art. 2703, because it does not convey effective control of the claim represented by the title. Physical delivery of a non-negotiable instrument has no legal effect between the parties, in the sense that it does not permit the hypothecary creditor himself or herself to exercise the rights provided by the title, and to exercise rights in the claim in the event of default. It therefore cannot, by itself, constitute the “remittance” required by art. 2702. It is the procedure set out in art. 2710 C.C.Q., which requires the setting up of a hypothec on a claim against the debtor of the claim in the same way as an assignment of claim, that enables the hypothecary creditor to obtain effective control of the hypothecary claim, by making it possible for the creditor's right to be set up against the debtor of the claim. The requirements that must be met in order for it to be set up against the debtor of the claim are stated in art. 1641, which does not require that complex formalities be followed: the debtor of the claim need only acquiesce in the hypothec, or receive a copy or a pertinent extract of the deed or “any other evidence of the assignment which may be set up against the assignor”. When one of those requirements has been met, the pledge of the claim may be set up against the debtor. Article 1641, para. 1 does not necessarily require a writing, although one may be desirable in practice. An interpretation of the provisions of the *Civil Code of Québec* that makes it possible to create a pledge on a claim not represented by a negotiable instrument reflects the general development of the law of security interests in claims of that nature, as well as providing Quebecers with a form of access to credit that is generally available elsewhere in the world, and fostering a degree of uniformity in this area, one that is crucial to the conduct of numerous business activities, while remaining faithful to the spirit of the Code and the civil law origins of the concept of pledge.

In this case, in addition to handing over the certificates of deposit to the Caisse, the debtors agreed that the Caisse had sole authority to collect the claim from Desjardins Trust, and that the Caisse was irrevocably authorized to do so in the event of default. That contract was brought to the attention of Desjardins Trust's representatives, who agreed to it. The requirements set out in arts. 2702 and 2703 C.C.Q. were met, and the Caisse held a valid movable hypothec on those claims, a hypothec that could be set up against the trustee.

Per Binnie, LeBel and Deschamps JJ. (dissenting): In order for hypothec with delivery to be included coherently in the concept of pledge, a hypothec with delivery on a title attesting a claim must both comply with the general rules of pledge and be compatible with the rules that apply to a hypothec on claims. Pledge differs from other hypothecs in that it is granted by simply handing over the property charged to the creditor (art. 2702 C.C.Q.). This simple method of granting security provides the creditor with all of the powers associated with a hypothec without any further formality or publication (art. 2703 C.C.Q.). No writing is necessary. Since it is control of the property by the creditor that characterizes a pledge, the only property that may be the object of a pledge is property which can be controlled by the creditor by simply handing it over. The word “title” in art. 2702 C.C.Q. must therefore be confined within the boundaries of the concept in respect of which it is used. In order to be the object of a pledge, the title must be one that complies with the characteristics of that kind of security. With respect to the general rules governing hypothecs on claims, art. 2710 C.C.Q. provides that the holder of the hypothec may not set up his or her right against the debtor of the hypothecated claim as long as it may not be set up in the same way as an assignment of claim. Article 1641 C.C.Q., which deals with assignments of claims, cannot be harmoniously incorporated into the concept of a hypothec with delivery. The terms for setting the claim up against the debtor set out in that article, which presuppose a writing, are foreign to the simplicity that is inherent in granting a pledge. An interpretation that would make it possible to connect the acquiescence of the debtor of the claim -- the first method by which a claim may be set up against the debtor under art. 1641 C.C.Q. -- to the assignment rather than to the deed of assignment cannot be adopted. A pledge, which is granted simply by handing over the property, cannot depend on the will of the debtor of the claim that is pledged in order for it to be possible to set it up against him or her. The general rule is that the debtor's patrimony is subject to the general pledge of the creditors. In order to preserve the order of distribution and balance among the creditors, the pledgee's rights must be clearly circumscribed, once all of the requirements for granting and publishing the pledge have been met. The rule set out in art. 1641 C.C.Q.

for setting the claim up against the debtor is therefore limited to a hypothec without delivery, and applies in full to security of that nature.

Under art. 1647 C.C.Q., all of the characteristics of a pledge can be reconciled with the provisions concerning assignments of claims, to which art. 2710 C.C.Q. refers. In the case of a pledge, it must be possible to apply art. 2719 without a writing being necessary. Under art. 1647, no formality other than delivery need be performed in order to be able to set up the assignment against the debtor of the claim. The mechanism of art. 1647 C.C.Q., established by reference (art. 2710 C.C.Q.), is the same as the one provided in the section on movable hypothec with delivery (arts. 2702 C.C.Q. *et seq.*). In both cases, handing over or delivery is sufficient to give the creditor complete control of the property. In the case of a pledge, the right to collect the capital, interest and income must be capable of being exercised solely by virtue of holding the instrument, pursuant to art. 2743.

In short, the pledge of a claim can be granted only by handing over a negotiable instrument. An instrument of that nature is the only thing that allows for the rights inherent in the security to be granted and published, that makes it possible for it to be set up against the debtor, and that allows for the exercise of the rights inherent in the security simply by handing over the instrument. When the instrument is not negotiable, the mere fact that it is held by a third person does not tell the debtor of the hypothecated claim what right would enable the pledgee to claim payment from him or her. By virtue of the very nature of the non-negotiable instrument of claim, the rights set out in it are the rights that the grantor may exercise against the debtor of the hypothecated claim. The fact that, in those circumstances, the pledgee would be unable to exercise his or her rights clearly shows that the instrument must necessarily incorporate the claim.

The rule set out in art. 2683 C.C.Q. expresses a clear legislative policy choice. Neither the comments made in the literature prior to the reform nor the provisions ultimately enacted seem to support the assertion that the scope of movable hypothecs with delivery should be broadened.

Here, the Caisse does not really have control of the security interest simply by holding the deposit certificates. The certificates set out the rights of Desjardins Trust and of the annuitants, but the Caisse does not, merely by holding them, acquire any right that would allow it to collect the capital at maturity without performing any formality. The hypothec is therefore not valid.

APPEAL from a judgment of the Quebec Court of Appeal, [2001] R.J.Q. 321, 29 C.C.P.B. 1, [2001] Q.J. No. 61 (QL), allowing an appeal from a decision of the Superior Court, [1999] Q.J. No. 907 (QL). Appeal allowed, Binnie, LeBel and Deschamps JJ. dissenting.

P. Michel Bouchard, Christian Trépanier and Daniel Dionne, for the appellant.

Jean-Patrick Bédard, Cainnech Luissiaà-Berdou and Marc-André Gravel, for the respondent.

Solicitors for the appellant: Fasken Martineau DuMoulin, Québec.

Solicitors for the respondent: Brisset des Nos, Gravel, Sainte-Foy.

Présents : Les juges Gonthier, Iacobucci, Bastarache, Binnie, Arbour, LeBel et Deschamps.

Priorités et hypothèques -- Hypothèque mobilière avec dépossession -- Hypothèque mobilière sur des créances -- Validité d'un hypothèque mobilière avec dépossession qui grève une créance non représentée par un titre négociable -- Les dispositions de la loi fédérale de l'impôt sur le revenu ont-elles un effet sur la validité de l'hypothèque? -- Les termes « bien ou titre » utilisés aux art. 2702 et 2703 C.c.Q. ont-ils un sens suffisamment large pour inclure une créance non représentée par un titre négociable? -- Le créancier peut-il obtenir, dans le cas d'une telle créance, une détention suffisante pour constituer et publier l'hypothèque? -- Code civil du Québec, L.Q. 1991, ch. 64, art. 1641, 2702, 2703, 2710 -- Loi de l'impôt sur le revenu, L.R.C. 1985, ch. 1 (5^e suppl.), art. 248.

Un couple de rentiers signent une déclaration qui fixe les conditions du REER conventionnel des caisses Desjardins. Selon la déclaration, le régime est conforme à la *Loi de l'impôt sur le revenu* (LIR) et les cotisations sont détenues par Fiducie Desjardins pour le compte des rentiers jusqu'à l'échéance. Les cotisations sont déposées dans un compte d'épargne-retraite à la Caisse. Celle-ci émet, en faveur de Fiducie Desjardins, quatre certificats de dépôt non remboursables avant échéance, non négociables et non transférables. Les certificats mentionnent que les dépôts ne peuvent être donnés en garantie qu'en faveur de la Caisse. Avant l'échéance, les rentiers empruntent de la Caisse qui, à titre de garantie, leur fait signer un document intitulé « Hypothèque mobilière sur des sommes accumulées dans un régime d'épargne-retraite ». La Caisse détient les certificats de dépôt. Les hypothèques sont acceptées par Fiducie Desjardins. Les rentiers font ensuite cession de leurs biens. La Caisse complète les formulaires de retrait des REER. Après avoir transmis à la Caisse le montant des dépôts jusqu'à concurrence du solde des prêts et après avoir effectué les retenues fiscales, Fiducie Desjardins émet les relevés fiscaux découlant de la mise en garantie des REER et ceux résultant de l'extinction des garanties. Le syndic rejette la réclamation de la Caisse à titre de créancière garantie. La Cour supérieure donne raison à la Caisse, mais la Cour d'appel rétablit la décision du syndic.

Arrêt (les juges Binnie, LeBel et Deschamps sont dissidents) : Le pourvoi est accueilli.

1. *Effets de la LIR sur la validité de l'hypothèque*

Bien que le REER dans lequel les rentiers ont investi ne puisse être qualifié de fiducie au sens du droit civil, parce que les rentiers demeurent propriétaires (ou créanciers) des fonds investis, l'art. 248 LIR prévoit, pour le Québec, qu'un arrangement peut être réputé constituer une fiducie s'il répond à certaines conditions. Le fisc a qualifié le REER de régime fiduciaire et la preuve ne permet pas de mettre en doute cette qualification. La LIR ne prohibe pas la mise en garantie de ce REER. La détermination de la validité de l'hypothèque doit toutefois se fonder sur le droit civil.

2. *Validité de l'hypothèque*

Les juges Gonthier, Iacobucci, Bastarache et Arbour : L'hypothèque mobilière avec dépossession qui grève en l'espèce une créance non représentée par un titre négociable est valide.

Les termes « bien ou titre », utilisés aux art. 2702 et 2703 C.c.Q., sont suffisamment larges pour inclure les créances non représentées par un titre négociable et qui font partie du patrimoine du débiteur hypothécaire. Cette conclusion s'accorde avec le libellé des art. 2708, 2709 et 2710. Une interprétation qui limiterait le terme « titre » aux titres négociables et le terme « bien » aux biens corporels aurait pour effet d'interdire aux particuliers de créer certaines hypothèques expressément prévues par le Code.

La véritable question concerne la possibilité pour un créancier d'obtenir, dans le cas d'une créance non représentée par un titre négociable, une détention suffisante pour constituer et publier l'hypothèque. Une hypothèque mobilière avec dépossession portant sur une créance non négociable est validement constituée et publiée lorsque (i) le débiteur a cédé au créancier la maîtrise effective de la créance en lui consentant le droit de la percevoir directement en cas de défaut, sans autorisation supplémentaire de sa part; (ii) lorsqu'un titre non négociable constate la créance et que sa remise est possible, ce titre a été remis au créancier; et (iii) l'hypothèque a été rendue opposable au débiteur de la créance en conformité avec l'art. 1641 C.c.Q.

Dans le cas d'une créance non représentée par un titre négociable, la simple tradition matérielle du titre non négociable qui constate la créance n'est pas suffisante pour conférer au créancier hypothécaire une véritable détention du titre au sens de l'art. 2703, car elle n'emporte pas la maîtrise effective de la créance représentée par ce titre. La tradition matérielle d'un titre non négociable n'a pas d'effet juridique entre les parties, en ce sens qu'elle ne permet pas au créancier hypothécaire d'exercer lui-même les droits prévus par le titre et de se prévaloir de la créance en cas de défaut. Elle ne saurait donc à elle seule constituer la « remise » exigée par l'art. 2702. C'est le mécanisme prévu à l'art. 2710, qui exige que l'hypothèque sur une créance soit rendue opposable au débiteur de celle-ci de la même manière qu'une cession de créance, qui permet au créancier hypothécaire d'obtenir la maîtrise effective de la créance hypothéquée en rendant son droit opposable au débiteur de la créance. Les conditions de cette opposabilité sont exprimées à l'art. 1641, qui n'impose pas de formalités complexes : il suffit que le débiteur de la créance acquiesce à l'hypothèque, qu'il reçoive une copie ou un extrait pertinent de l'acte ou « une autre preuve de la cession qui soit opposable au cédant ». Dès que l'une de ces conditions est remplie, le gage de la créance est opposable au débiteur. L'art. 1641 al. 1 n'exige pas nécessairement un écrit, bien que celui-ci soit souhaitable en pratique. Une interprétation des dispositions du *Code civil du Québec* qui permet de constituer un gage sur une créance non représentée par un titre négociable reflète l'évolution générale du droit des sûretés portant sur de telles créances, en plus de permettre aux Québécois de bénéficier d'un type d'accès au crédit généralement disponible ailleurs dans le monde et de favoriser une certaine uniformité dans ce domaine essentiel à la poursuite de nombreuses activités commerciales, tout en respectant l'esprit du Code et les origines civilistes du concept de gage.

En l'espèce, en plus de remettre les certificats de dépôt à la Caisse, les débiteurs ont convenu que celle-ci était seule autorisée à percevoir la créance auprès de Fiducie Desjardins, et qu'elle était irrévocablement autorisée à le faire en cas de défaut. Ce contrat a été porté à la connaissance des représentants de Fiducie Desjardins, qui y ont acquiescé. Les conditions des art. 2702 et 2703 C.c.Q. étaient remplies et la Caisse détenait sur ces créances une hypothèque mobilière valide et opposable au syndic.

Les juges Binnie, LeBel et Deschamps (dissidents) : Pour être intégrée avec cohérence dans la notion de gage, l'hypothèque avec dépossession d'un titre de créance doit à la fois respecter les règles générales du gage et être compatible avec celles de l'hypothèque sur des créances. Le gage se distingue des autres hypothèques par le fait qu'il est constitué par la simple remise au créancier du bien grevé (art. 2702 C.c.Q.). Par ce simple mode de constitution, le créancier devient détenteur et bénéficie de tous les attributs de l'hypothèque sans autre formalité ni publicité (art. 2703 C.c.Q.). Aucun écrit n'est nécessaire. Puisque c'est la maîtrise du bien par le créancier qui caractérise le gage, seul un bien dont la simple remise permet au créancier d'en obtenir la maîtrise peut faire l'objet d'un gage. Le mot « titre » à l'art. 2702 C.c.Q. doit donc être circonscrit en fonction des limites du concept dans lequel il s'inscrit. Pour pouvoir être objet de gage, le titre visé doit être de nature à satisfaire aux caractéristiques de cette sûreté. En ce qui concerne les règles générales de l'hypothèque sur des créances, l'art. 2710 C.c.Q. prévoit que le titulaire de l'hypothèque ne peut faire valoir son droit contre le débiteur de la créance hypothéquée qu'après l'avoir rendue opposable de la même manière qu'une cession de créance. Or, l'article 1641 C.c.Q., qui vise les cessions de créance, ne peut être intégré harmonieusement au concept d'hypothèque avec dépossession. Les modalités d'opposabilité prévues par cet article, qui presupposent un écrit, sont étrangères à la simplicité inhérente à la constitution du gage. Une interprétation qui permettrait de lier l'acquiescement du débiteur de la créance -- le premier moyen d'opposabilité de l'art. 1641 -- à la cession plutôt qu'à l'acte de cession ne peut être adoptée. Le gage, constitué par la simple remise du bien, ne saurait dépendre de la volonté du débiteur de la créance mise en gage pour être opposable à ce dernier. L'assujettissement du patrimoine du débiteur au gage général des créanciers est la règle générale. Pour respecter l'ordre de distribution et l'équilibre entre les créanciers, l'étendue des droits du créancier gagiste doit être clairement définie et ce, dès que toutes les conditions nécessaires à sa création et à sa publicité sont remplies. La règle d'opposabilité prévue à l'art. 1641 C.c.Q. est donc limitée à l'hypothèque sans dépossession et prend, pour cette sûreté, toute sa signification.

L'article 1647 C.c.Q. permet de concilier toutes les caractéristiques du gage avec les dispositions sur les cessions de créances auxquelles renvoie l'art. 2710 C.c.Q. Pour le gage, l'art. 2710 doit pouvoir s'appliquer sans qu'un écrit soit nécessaire. Selon l'art. 1647, l'accomplissement d'une formalité autre que la remise n'est pas nécessaire pour rendre la cession d'un titre au porteur opposable au débiteur de la créance. Le mécanisme de l'art. 1647 C.c.Q., établi par renvoi (art. 2710 C.c.Q.), est le même que celui prévu dans la section de l'hypothèque mobilière avec dépossession (art. 2702 C.c.Q. et suiv.). Dans les deux cas, la remise ou tradition est suffisante pour conférer au créancier la pleine maîtrise du

bien. Dans le cas du gage, le droit de percevoir le capital, les intérêts et les revenus doit pouvoir être exercé par la seule détention du titre, conformément à l'art. 2743.

En somme, la constitution du gage d'une créance est limitée à la remise d'un titre négociable. Seul un effet de cette nature permet la constitution, la publicité, l'opposabilité et l'exercice des droits inhérents à la sûreté par la simple remise du titre. Lorsque le titre n'est pas négociable, la seule détention du titre par un tiers n'indique pas au débiteur de la créance hypothéquée, le droit qui permettrait au créancier gagiste de lui réclamer paiement. De par la nature même du titre de créance non négociable, les droits qui y sont énoncés sont ceux que le constituant peut faire valoir contre le débiteur de la créance hypothéquée. L'impossibilité pour le créancier gagiste, en pareilles circonstances, de faire valoir ses droits démontre clairement que le titre doit nécessairement incorporer la créance.

La règle de l'art. 2683 C.c.Q. traduit un choix de politique législative clair. Ni les commentaires des auteurs, émis avant la réforme, ni les dispositions finalement adoptées ne semblent soutenir l'affirmation voulant que la portée du gage doive être élargie.

En l'espèce, la Caisse ne maîtrise pas véritablement la sûreté par la seule détention des certificats de dépôt. Ces certificats énoncent les droits de Fiducie Desjardins et ceux des rentiers, mais leur détention ne confère à la Caisse aucun droit qui lui permettrait de percevoir sans formalités le capital à l'échéance. L'hypothèque n'est donc pas valide.

POURVOI contre un arrêt de la Cour d'appel du Québec, [2001] R.J.Q. 321, 29 C.C.P.B. 1, [2001] J.Q. n° 61 (QL), qui a accueilli l'appel contre une décision de la Cour supérieure, [1999] J.Q. n° 907 (QL). Pourvoi accueilli, les juges Binnie, LeBel et Deschamps sont dissidents.

P. Michel Bouchard, Christian Trépanier et Daniel Dionne, pour l'appelante.

Jean-Patrick Bédard, Cainnech Luissiaà-Berdou et Marc-André Gravel, pour l'intimée.

Procureurs de l'appelante : Fasken Martineau DuMoulin, Québec.

Procureurs de l'intimée : Brisset des Nos, Gravel, Sainte-Foy.

Dr. Russel Fleming - v. - Professor Scott Starson a.k.a. Scott Jeffery Schutzman - and - Schizophrenia Society of Canada, Centre for Addiction and Mental Health, Mental Health Legal Committee and Mental Health Legal Advocacy Coalition (Ont.) (28799)

Indexed as: *Starson v. Swayze / Répertorié : Starson c. Swayze*

Neutral citation: 2003 SCC 32. / *Référence neutre : 2003 CSC 32.*

Judgment rendered June 6, 2003 / Jugement rendu le 6 juin 2003

Present: McLachlin C.J. and Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour, LeBel and Deschamps JJ.

Physicians and surgeons — Medical treatment — Consent — Ontario Consent and Capacity Board — Patient refusing consent to proposed medical treatment for bipolar disorder — Physicians finding patient not capable of making treatment decision — Board's confirmation of incapacity overturned on judicial review — Whether reviewing judge properly applied reasonableness standard of review to Board's finding of incapacity — Whether reviewing judge correctly found that Board misapplied statutory test for capacity — Health Care Consent Act, 1996, S.O. 1996, c. 2, Sch. A.

Since 1985 the respondent has frequently been admitted to mental institutions in the United States and Canada and has most often been diagnosed as having a bipolar disorder. His recent admission to hospital arose after he was found not criminally responsible for making death threats and the Ontario Review Board ordered his detention for 12 months. The respondent's physicians proposed treatment for his bipolar disorder that included neuroleptic medication, mood stabilizers, anti-anxiety medication and anti-parkinsonian medication. The respondent refused to consent to this medication and the attending physician found him not capable of deciding whether to reject or accept the proposed medical treatment. The Ontario *Health Care Consent Act* permits a person to be treated without consent on grounds of lack of capacity, defined as a lack of the ability "to understand the information that is relevant to making a decision about the treatment . . . and to appreciate the reasonably foreseeable consequences of a decision or lack of decision". The respondent applied to the Ontario Consent and Capacity Board for a review of the physician's decision and the Board's confirmation of incapacity was subsequently overturned on judicial review at the Superior Court. The Court of Appeal upheld the findings of the reviewing judge.

Held (McLachlin C.J. and Gonthier and LeBel JJ. dissenting): The appeal should be dismissed.

Per Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour and Deschamps JJ.: The *Health Care Consent Act* presumes a person is capable to decide to accept or reject medical treatment; therefore, patients with mental disorders are presumptively entitled to make their own treatment decisions. The presumption of capacity can be displaced only by evidence that a patient lacks the requisite elements of capacity provided by the Act. Capacity involves two criteria: first, a person must be able to understand the information that is relevant to making a treatment decision and second, a person must be able to appreciate the reasonably foreseeable consequences of the decision or lack of one. The legislative mandate of the Consent and Capacity Board is to adjudicate solely upon a patient's capacity and the Board's conception of the patient's best interests is irrelevant to that determination. The question under review, namely the Board's determination of capacity, is a question of mixed fact and law: the Board must apply the evidence before it to the statutory test for capacity. In the absence of any error of law, this question is relatively fact-intensive. Applying the pragmatic and functional approach to this question, it is clear that reasonableness is the appropriate standard of review.

In this case, the reviewing judge applied the proper standard of review and correctly held that the Board's finding was unreasonable. The Board's determination of incapacity turned on two findings: that the respondent was in "almost total" denial of a mental disorder, and that he failed to appreciate the consequences of his decision. A careful review of the evidence demonstrates that there is no basis for either of these findings. Although the patient did not conceive of the condition as an illness, he was quite aware that his brain did not function normally. There was also no evidence that the proposed medication was likely to ameliorate the respondent's condition. Moreover, the respondent appreciated the intended effects of the medication. The Board's conclusion that treatment would improve his chances at future review board hearings is entirely speculative. There was no basis for the Consent and Capacity Board to find that a possible benefit of treatment would be the resumption of the respondent's work as a physicist. Lastly, the respondent was never asked at the hearing whether he understood the possibility that his condition could worsen without treatment. Consequently, there is no support for the Board's ultimate finding of incapacity.

In addition, the Board misapplied the statutory test for capacity. The interpretation of this legal standard is a question of law. No deference is owed to the Board on this issue and a correctness standard of review is to be applied. Although the Board found the respondent failed to appreciate the risks and benefits of treatment, it neglected to address whether the reasons for that failure demonstrated an inability to appreciate those risks and benefits. Furthermore, the Board's reasons indicate that it strayed from its legislative mandate, which was to adjudicate solely upon the patient's capacity. The wisdom of the respondent's treatment decision is irrelevant to that determination. The Board improperly allowed its own conception of the respondent's best interests to influence its finding of incapacity.

Per McLachlin C.J. and Gonthier and LeBel JJ. (dissenting): The Consent and Capacity Board properly applied the law and nothing in its reasons suggests that it strayed from the question of the respondent's capacity to make medical decisions on his own behalf. The Board's preliminary expression of sympathy for the respondent's actual situation was merely an expression of concern and does not show that the Board focussed on the respondent's best interests rather than on his capacity.

The issue in this case is not whether the Board's conclusion was the best conclusion on the evidence, but rather whether it is among the range of conclusions that the Board could reasonably have reached. Only if the Board's conclusion is unreasonable having regard to the whole of the evidence can it be set aside. Here, the Board's conclusion that the respondent lacked capacity to make treatment decisions was firmly anchored in the evidence and cannot be characterized as unreasonable. The Board's finding that the respondent's denial of his illness was "almost total" is amply supported in the evidence. While the Board never suggested that the respondent denied all his difficulties and symptoms, it did suggest, entirely accurately, that the respondent did not see his symptoms and difficulties as an illness or a problem relevant to the proposals for treatment. The Board was entitled to conclude from the evidence that the respondent was in denial about his mental illness generally, and not just about the specific diagnosis. This denial was compounded by the respondent's inability, because of his delusional state to understand the information relevant to making a treatment decision, as required by the Act. There was also ample evidence to support the Board's finding that the respondent was unable to appreciate the foreseeable consequences of treatment and refusing treatment because he lacked the ability to appreciate (1) the possible benefits of the proposed medication; (2) the fact that absent medication it is unlikely he will ever return to his previous level of functioning and his condition may continue to deteriorate; and (3) the relationship between lack of treatment and future dispositions by the Review Board. Given the evidence and the Board's application of the correct legal tests, there is no basis upon which a court of judicial review can set aside the Board's decision.

APPEAL from a judgment of the Ontario Court of Appeal (2001), 201 D.L.R. (4th) 123, 146 O.A.C. 121, 33 Admin. L.R. (3d) 315, [2001] O.J. No. 2283 (QL), dismissing an appeal from a judgment of the Superior Court of Justice (1999), 22 Admin. L.R. (3d) 211, [1999] O.J. No. 4483 (QL). Appeal dismissed, McLachlin C.J. and Gonthier and LeBel JJ. dissenting.

Leslie McIntosh and Diana Schell, for the appellant.

Anita Szigeti, as *amicus curiae*.

Daphne G. Jarvis and Barbara J. Walker-Renshaw, for the intervener Schizophrenia Society of Canada.

Written submissions only by *Janice E. Blackburn* and *James P. Thomson*, for the intervener Centre for Addiction and Mental Health.

Marshall A. Swadron and *Aaron A. Dhir*, for the interveners Mental Health Legal Committee and Mental Health Legal Advocacy Coalition.

Solicitor for the appellant: The Attorney General of Ontario, Toronto.

Solicitors appointed by the Court as amicus curiae: Hiltz Szigeti, Toronto.

Solicitors for the intervener Schizophrenia Society of Canada: Borden Ladner Gervais, Toronto.

Solicitors for the intervenor Centre for Addiction and Mental Health: Paterson MacDougall, Toronto.

Solicitors for the intervenors Mental Health Legal Committee and Mental Health Legal Advocacy Coalition: Swadron Associates, Toronto.

Présents : La juge en chef McLachlin et les juges Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour, LeBel et Deschamps.

Médecins et chirurgiens — Traitement médical — Consentement — Commission du consentement et de la capacité de l'Ontario — Refus du patient de consentir au traitement médical proposé pour soigner ses troubles bipolaires — Patient jugé incapable par les médecins de prendre la décision concernant le traitement — Infirmitation au terme d'une procédure de révision judiciaire de la décision de la Commission concluant à l'incapacité du patient — La juge siégeant en révision a-t-elle appliqué adéquatement la norme de la décision raisonnable à la conclusion d'incapacité prononcée par la Commission? — La juge siégeant en révision a-t-elle eu raison de conclure que la Commission avait mal appliqué le critère de détermination de la capacité prévu par la loi? — Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé, L.O. 1996, ch. 2, ann. A.

Depuis 1985, l'intimé a souvent été hospitalisé dans des établissements psychiatriques aux États-Unis et au Canada et, la plupart du temps, on a conclu qu'il souffrait de troubles bipolaires. Sa plus récente admission à l'hôpital est survenue après qu'il a été déclaré criminellement non responsable d'avoir proféré des menaces de mort et la Commission ontarienne d'examen a ordonné sa détention pendant une période de 12 mois. Les médecins de l'intimé ont proposé de traiter ses troubles bipolaires au moyen, notamment, de médicaments neuroleptiques, de psychorégulateurs, de médicaments anxiolytiques et de médicaments antiparkinsoniens. L'intimé a refusé de prendre cette médication et le médecin traitant a conclu que ce dernier était incapable de décider s'il devait accepter ou rejeter le traitement médical proposé. Conformément à la loi ontarienne intitulée *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, une personne peut être traitée sans son consentement, au motif qu'elle n'a pas la capacité de donner ce consentement, la capacité étant définie comme étant l'aptitude « à comprendre les renseignements pertinents à l'égard de la prise d'une décision concernant le traitement [...] et [...] à évaluer les conséquences raisonnablement prévisibles d'une décision ou de l'absence de décision ». L'intimé a demandé à la Commission du consentement et de la capacité de l'Ontario de réviser cette décision. La confirmation par la Commission de la conclusion d'incapacité a subséquemment été infirmée au terme d'une procédure de révision judiciaire en Cour supérieure de justice de l'Ontario. La Cour d'appel de l'Ontario a confirmé les conclusions de la juge siégeant en révision.

Arrêt (La juge en chef McLachlin et les juges Gonthier et LeBel sont dissidents) : Le pourvoi est rejeté.

Les juges Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour et Deschamps : Suivant la Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé, une personne est présumée capable de décider d'accepter ou de refuser un traitement médical. Par conséquent, les patients souffrant de troubles mentaux sont présumés avoir le droit de décider eux-mêmes s'ils veulent suivre un traitement. La présomption de capacité ne peut être réfutée que par la preuve que le patient ne satisfait pas aux critères établis par la Loi pour établir sa capacité. La détermination de la capacité exige l'application de deux critères. Premièrement, la personne concernée doit être apte à comprendre les renseignements pertinents à l'égard de la prise d'une décision concernant un traitement. Deuxièmement, cette personne doit être apte à évaluer les conséquences raisonnablement prévisibles d'une décision ou de l'absence de décision. Le mandat confié par la Loi à la Commission consiste uniquement à décider de la capacité du patient. L'opinion de la Commission sur les mesures qui sont dans l'intérêt du patient n'est pas pertinente à l'égard de cette décision. La question en litige, à savoir la détermination par la Commission de la capacité d'un patient est une question mixte de droit et de fait : la Commission doit appliquer le critère établi par la Loi pour statuer sur la capacité, et ce au regard de la preuve qui lui est présentée. En l'absence d'erreur de droit, il s'agit d'une question dont la réponse tient principalement aux faits. Si on applique la méthode pragmatique et fonctionnelle à cette question, il est clair que la norme de contrôle appropriée est la décision raisonnable.

En l'espèce, la juge siégeant en révision a appliqué la norme de contrôle appropriée et a à juste titre décidé que la conclusion de la Commission était déraisonnable. La constatation d'incapacité faite par la Commission reposait sur deux conclusions : le fait que le patient niait « presque totalement » l'existence des troubles mentaux et son inaptitude à évaluer les conséquences de sa décision. Il ressort d'un examen attentif de la preuve que ni l'une ni l'autre de ces conclusions n'est fondée. Le patient ne percevait pas son état comme une maladie, mais il était néanmoins parfaitement conscient que son cerveau ne fonctionnait pas normalement. Il n'y avait également aucun élément de preuve indiquant que la médication proposée améliorerait vraisemblablement l'état de l'intimé. En outre, ce dernier comprenait les effets escomptés de la médication. La conclusion de la Commission selon laquelle le traitement améliorerait les chances de succès de l'intimé à l'occasion de futures auditions de sa cause par la Commission d'examen de l'Ontario relève entièrement de la conjecture. Rien ne permettait à la Commission de conclure que l'un des effets bénéfiques possibles du traitement serait la reprise par l'intimé de son travail de physicien. Enfin, à aucun moment au cours de l'audience on n'a demandé à celui-ci s'il était conscient de la possibilité que son état se détériore en l'absence de traitement. Par conséquent, rien ne justifiait la Commission de conclure comme elle l'a fait à l'incapacité.

De plus, la Commission a mal appliqué le critère de détermination de la capacité prévu par la Loi. L'interprétation de cette norme légale est une question de droit. Il n'y a pas lieu de faire preuve de déférence à l'égard de la décision de la Commission sur cette question et la norme de contrôle applicable est celle de la décision correcte. Bien que la Commission ait jugé que l'intimé ne comprenait pas bien les risques et les effets bénéfiques du traitement, elle a omis de se demander si cette incompréhension démontrait l'incapacité de celui-ci d'évaluer ces risques et ces effets bénéfiques. En outre, il ressort des motifs de la Commission qu'elle s'est éloignée du mandat que lui confie la Loi, à savoir décider uniquement de la capacité du patient. La sagesse de la décision de l'intimé concernant le traitement n'est pas pertinente pour trancher la question de la capacité. La Commission a laissé sa propre conception de l'intérêt du professeur Starson influencer indûment la conclusion d'incapacité qu'elle a tirée.

La juge en chef McLachlin et les juges Gonthier et LeBel (dissidents) : La Commission du consentement et de la capacité a bien appliqué les règles de droit pertinentes et rien dans ses motifs de décision ne tend à indiquer qu'elle s'est éloignée de la question dont elle était saisie — à savoir la capacité de l'intimé de prendre lui-même des décisions d'ordre médical le concernant. La sympathie exprimée par la Commission à l'égard de la situation de l'intimé était uniquement un témoignage de sollicitude et n'indique pas que la Commission s'est attachée à l'intérêt de l'intimé plutôt qu'à la capacité de celui-ci.

Il ne s'agit pas en l'espèce de décider si la conclusion de la Commission était la meilleure eu égard à la preuve, mais plutôt de savoir si elle fait partie de celles qu'elle pouvait raisonnablement tirer. Ce n'est que si la conclusion de la Commission est déraisonnable, à la lumière de l'ensemble de la preuve, qu'elle peut être annulée. Dans la présente affaire, la conclusion de la Commission selon laquelle l'intimé n'avait pas la capacité de prendre des décisions en matière de traitement a de solides assises dans la preuve et ne saurait être qualifiée de déraisonnable. La conclusion de la Commission selon laquelle l'intimé niait « presque totalement » sa maladie est amplement étayée par la preuve. Bien que la Commission n'ait jamais laissé entendre que l'intimé niait tous ses problèmes et ses symptômes, elle a effectivement dit, à raison, qu'il ne considérait pas ses symptômes et ses difficultés comme une maladie ou un problème pertinent à l'égard des traitements qu'on lui proposait. La Commission était justifiée de conclure, à la lumière de cette preuve, que l'intimé niait sa maladie mentale en général, et non seulement le diagnostic particulier. Ce déni était exacerbé par l'incapacité de l'intimé, en raison de son état délirant, de comprendre, comme le requiert la Loi, les renseignements pertinents à l'égard du traitement. De plus, il y avait au dossier amplement de preuve appuyant la conclusion de la Commission selon laquelle l'intimé était incapable d'évaluer les conséquences raisonnablement prévisibles de l'acceptation ou du refus du traitement du fait qu'il n'était pas apte à évaluer (1) les effets bénéfiques possibles de la médication, (2) le fait que, sans cette médication, il est peu probable qu'il fonctionne à nouveau comme autrefois et qu'il est possible que son état continue à se détériorer, et (3) le lien entre l'absence de traitement et les décisions futures de la Commission d'examen. Vu cette preuve et l'application par la Commission du consentement et de la capacité des critères juridiques appropriés, je ne vois aucune raison justifiant une cour siégeant en révision d'annuler la décision de cette dernière.

POURVOI contre un arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario (2001), 201 D.L.R. (4th) 123, 146 O.A.C. 121, 33 Admin. L.R. (3d) 315, [2001] O.J. No. 2283 (QL), qui a rejeté l'appel formé contre une décision de la Cour supérieure

de justice (1999), 22 Admin. L.R. (3d) 211, [1999] O.J. No. 4483 (QL). Pourvoi rejeté, la juge en chef McLachlin et les juges Gonthier et LeBel sont dissidents.

Leslie McIntosh et Diana Schell, pour l'appelant.

Anita Szigeti, en qualité d'*amicus curiae*.

Daphne G. Jarvis et Barbara Walker-Renshaw, pour l'intervenante la Société canadienne de schizophrénie.

Argumentation écrite seulement par *Janice E. Blackburn et James P. Thomson*, pour l'intervenant le Centre de toxicomanie et de santé mentale.

Marshall A. Swadron et Aaron A. Dhir, pour les intervenants le Mental Health Legal Committee et la Mental Health Legal Advocacy Coalition.

Procureur de l'appelant : Le procureur général de l'Ontario, Toronto.

*Procureurs nommés par la Cour en qualité d'*amicus curiae* : Hiltz Szigoti, Toronto.*

Procureurs de l'intervenante la Société canadienne de schizophrénie : Borden Ladner Gervais, Toronto.

Procureurs de l'intervenant le Centre de toxicomanie et de santé mentale : Paterson MacDougall, Toronto.

Procureurs des intervenants le Mental Health Legal Committee et la Mental Health Legal Advocacy Coalition : Swadron Associates, Toronto.

Her Majesty the Queen - v. - Terry Steven Owen (Criminal) (Ont.) (28700)

Indexed as: *R. v. Owen / Répertorié : R. c. Owen*

Neutral citation: *2003 SCC 33. / Référence neutre : 2003 CSC 33.*

Judgment rendered June 6, 2003 / Jugement rendu le 6 juin 2003

Present: McLachlin C.J. and Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour, LeBel and Deschamps JJ.

Criminal law -- Mental disorder -- Dispositions by Review Board -- Standard of review applicable to Board's order – Criminal Code, R.S.C. 1985, c. C-46, s. 672.78.

Criminal law -- Mental disorder -- Review Boards -- Dispositions by Review Board -- Accused found not criminally responsible on account of mental disorder -- Accused having ongoing substance abuse problems and continuing to show some propensity towards violence -- Review Board ordering continued detention of accused at psychiatric hospital – Whether Board's order unreasonable – Criminal Code, R.S.C. 1985, c. C-46, ss. 672.54, 672.78.

Criminal law – Mental disorder -- Review Boards -- Appeal on transcript – Additional evidence -- Review Board ordering continued detention of accused at psychiatric hospital – Whether fresh post-review affidavit evidence adduced by Crown properly excluded by Court of Appeal -- Meaning of “interests of justice” -- Criminal Code, R.S.C. 1985, c. C-46, s. 672.73(1).

The respondent was found to be not criminally responsible (“NCR”) on account of mental disorder for the offence of second degree murder committed in 1978 in a psychotic state induced by drug abuse. Following a period of detention in various institutions for mental health care, he was gradually released into the community until 1987 when he was convicted of possession of a prohibited weapon, break and enter with intent to commit an indictable offence and possession of property obtained by crime. After the completion of his sentence, the respondent was returned to custodial care, where other incidents involving violence occurred. Efforts were again made to release the respondent gradually into the community, but the problems with substance abuse re-occurred, and he continued to show some propensity towards violence. Review Board dispositions in 1994, 1995 and 1996 provided for conditional discharges but in 1997, when the respondent’s urine tested positive for cannabis, the psychiatric hospital told the Board that it could no longer support a conditional discharge order because of the respondent’s continued substance abuse and the hospital’s need for flexibility “to react quickly to known increases in risk”.

Under s. 674.54 of the *Criminal Code*, the Board’s disposition must be the least onerous and least restrictive to the accused, having regard to (1) the need to protect the public from dangerous persons, (2) the mental condition of the accused, (3) the reintegration of the accused into society and (4) the other needs of the accused. The Board, after a full hearing, concluded that the respondent constituted a significant danger to the safety of the public and ordered his continued detention at a psychiatric hospital. At the Court of Appeal, the Crown sought to bolster the Board’s decision with fresh affidavit evidence which alleged that, since the date of the Board hearing, the respondent had punched another patient, threatened to kill yet another patient, and was found in possession of prohibited drugs. The Court of Appeal declined to admit the fresh evidence, proceeded to review the Board’s order based on the evidence available at the original hearing, set aside the Board’s order as unreasonable, and directed that the respondent be absolutely discharged.

Held (Arbour J. dissenting): The appeal should be allowed. The Review Board’s order was not unreasonable and should be reinstated.

Per McLachlin C.J. and Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, **Binnie**, LeBel and Deschamps JJ.: The Review Board’s assessments of mental disorders and attendant safety risks call for significant expertise and the appropriate standard of review, reflected in s. 672.78 of the *Criminal Code*, corresponds to reasonableness *simpliciter*.

The Court of Appeal re-weighed the evidence and found it wanting. That assessment, however, was for the Board to make, and the decision it made was reasonably open to it on the evidence. It was not enough to suggest that other members of other review boards might have taken a different view of the evidence. The Review Board could reasonably conclude that the respondent’s demonstrated capacity for violence when taking amphetamines or cocaine, now linked to

recent evidence of resumed use of cocaine, rendered him a significant threat to the public's safety. The "logical process" by which it sought to draw its conclusion from the resumed use of cocaine was squarely within its expertise.

The Ontario Court of Appeal pointed out that from 1994 to 1996 the respondent had been granted conditional discharges, but in 2000 the Review Board was required to deal with the respondent's situation as it found it to be in 2000. The various hospital recommendations from 1994 to 1999 were made at a time when the hospital mistakenly believed that the respondent was undertaking successful steps to control the substance abuse that, in its view, had been the catalyst for earlier acts of violence.

Given the continuing use of cocaine and the consequent risk to society posed by the respondent, it was also not unreasonable for the Review Board to have concluded that its disposition was the least onerous and least restrictive alternative. The respondent's own history of drug abuse and concealment persuaded the Review Board that there was little prospect of his drug habit being effectively controlled with the sporadic supervision available after release into the community.

The respondent says that he is entitled to an absolute discharge because if he were to re-offend while on drugs, he would still be subject, like anyone else, to the strictures of the *Criminal Code*. But he is not "like anyone else". He is a NCR detainee whose drug abuse is linked to a propensity for violence, including murder, and Part XX.1 of the *Criminal Code* is designed to take measures to protect the public safety *before* violence occurs, not (as in the ordinary case) to punish the offender afterwards.

The Court of Appeal erred in law in rejecting the fresh evidence. An appeal against a disposition order is to be based on a transcript of the evidence and, pursuant to s. 672.73(1) of the *Criminal Code*, "any other evidence that the court of appeal finds necessary to admit in the interests of justice". The term "interests of justice" takes its meaning from the context in which it is sought to be applied and includes not only justice to the NCR detainee, whose liberty is at stake, but also justice to the public, whose protection is sought to be assured. The proffered evidence (including physical assaults in 2000 and a recent death threat) was highly relevant. It went to the core of the Court of Appeal's concern about the adequacy of evidence of the respondent's continuing propensity for violence and, if credible, ought to have been admitted as bearing on a decisive issue. An absolute discharge should be granted only upon consideration of all of the reliable evidence available both at the time of the Board hearing and, if appealed, at the time of the appellate review. The fresh evidence was therefore admitted as part of the record on this appeal.

Per Arbour J. (dissenting): The standard of review applicable to the Review Board's disposition was reasonableness *simpliciter* and, in this case, the Court of Appeal correctly concluded that the Board's ruling was unreasonable.

First, the Board's finding regarding the respondent's dangerousness was unreasonable. In determining whether an accused is a significant threat to the safety of the public, the Board must consider all the factors listed in s. 672.54 of the *Code*. If the mental condition of the accused is such that he or she no longer suffers from a mental disorder, the accused's mental condition should not be confused with his or her propensity to commit crimes and, in that respect, the accused should be answerable to criminal sanctions like anyone else. The mental disorder detention regime seeks to guard against the repetition of dangerous conduct that a mentally disordered accused is likely to engage in and for which he or she would not be held responsible. The Court of Appeal thus correctly concluded that the Board improperly punished the respondent for his successful deception regarding his drug habit. Justifying the respondent's detention within the NCR system by his continuous substance abuse problems is equivalent to imposing such a burden on the respondent so as to deny him the possibility of ever getting out of the system, despite a prolonged absence of any violent behaviour. The Board's assessment of the risk posed by the respondent was entirely speculative and not supported by a proper appreciation of the record.

Second, on the facts of this case, it was unreasonable for the Board to conclude that the custodial disposition imposed was the least onerous disposition available in the circumstances in that it accorded the respondent as much liberty as is compatible with public safety. Even if the respondent constituted a sufficient threat to the community to preclude his absolute discharge, the Board was required to embark on an evaluation of all four of the factors outlined in s. 672.54 in order to determine whether a conditional discharge or a custodial order was the appropriate disposition.

There was no reason to interfere with the exercise of the Court of Appeal's discretion in its appreciation of the fresh evidence tendered. Section 672.73(1) of the *Code* permits the Court of Appeal to admit any evidence "that [it] finds necessary to admit in the interests of justice". Where a court of appeal is of the opinion that an NCR accused should have been granted an absolute discharge at the Review Board hearing, the new evidence should be virtually conclusive that an absolute discharge is not appropriate before a court of appeal should decide not to order it. Moreover, it is not clear that an absolute discharge of an NCR detainee terminates the state's capacity to supervise and monitor the respondent's mental condition. Indeed, s. 672.82(1) of the *Code* provides for discretionary review of any disposition of the Board.

APPEAL from a judgment of the Ontario Court of Appeal (2001), 54 O.R. (3d) 257, 145 O.A.C. 142, 155 C.C.C. (3d) 82, 42 C.R. (5th) 362, [2001] O.J. No. 1719 (QL), allowing an appeal from a decision of a Review Board. Appeal allowed, Arbour J. dissenting.

Riun Shandler, for the appellant.

Brian Snell, for the respondent.

Solicitor for the appellant: The Attorney General of Ontario, Toronto.

Solicitors for the respondent: Pinkofskys, Toronto.

Présents : La juge en chef McLachlin et les juges Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour, LeBel et Deschamps.

Droit criminel — Troubles mentaux — Décisions de la Commission d'examen — Norme de contrôle applicable à l'ordonnance de la Commission — Code criminel, L.R.C. 1985, ch. C-46, art. 672.78.

Droit criminel — Troubles mentaux — Commissions d'examen — Décisions de la Commission d'examen — Accusé déclaré non responsable criminellement pour cause de troubles mentaux — Accusé éprouvant toujours des problèmes d'abus d'alcool et d'autres drogues et démontrant une propension persistante à la violence — Commission d'examen ordonnant la prolongation de la détention de l'accusé dans un hôpital psychiatrique — L'ordonnance de la Commission est-elle déraisonnable? — Code criminel, L.R.C. 1985, ch. C-46, art. 672.54, 672.78.

Droit criminel — Troubles mentaux — Commissions d'examen — Appel tranché sur le fondement de la transcription — Preuve additionnelle — Commission d'examen ordonnant la prolongation de la détention de l'accusé dans un hôpital psychiatrique — La nouvelle preuve par affidavit, postérieure à la révision, que le ministère public a offerte a-t-elle été exclue à bon droit par la Cour d'appel? — Sens de l'expression « lorsque la justice l'exige » — Code criminel, L.R.C. 1985, ch. C-46, par. 672.73(1).

L'intimé a été déclaré non responsable criminellement pour cause de troubles mentaux d'une infraction de meurtre au deuxième degré qu'il avait commise en 1978 dans un état de psychose provoqué par la consommation de drogue. Après une période de détention dans différents établissements de soins de santé mentale, il a été progressivement remis en liberté dans la collectivité jusqu'en 1987, lorsqu'il a été reconnu coupable de possession d'une arme prohibée, d'introduction par effraction avec l'intention de commettre un acte criminel et de possession de biens criminellement obtenus. Après avoir purgé sa peine, l'intimé est retourné en détention à l'hôpital où d'autres incidents de violence sont survenus. De nouveaux efforts ont été faits pour le remettre progressivement en liberté dans la collectivité, mais ses problèmes d'abus d'alcool et d'autres drogues ont refait surface et il a continué à démontrer une certaine propension à la violence. La Commission d'examen a décidé, en 1994, 1995 et 1996, de libérer l'intimé sous conditions, mais en 1997, le test d'urine de l'intimé ayant révélé la présence de cannabis, l'hôpital psychiatrique a fait savoir à la Commission qu'il ne pouvait désormais plus être en faveur d'une ordonnance de libération conditionnelle de l'intimé en raison de son abus persistant d'alcool et d'autres drogues et du fait que l'hôpital avait besoin d'une certaine marge de manœuvre pour « réagir rapidement à l'aggravation connue du risque ».

Par application de l'art. 674.54 du *Code criminel*, la décision de la Commission doit être la moins sévère et la moins privative de liberté, compte tenu (1) de la nécessité de protéger le public face aux personnes dangereuses, (2) de l'état mental de l'accusé et (3) de ses besoins, notamment (4) de la nécessité de sa réinsertion sociale. Au terme d'une audition complète, la Commission a conclu que l'intimé représentait un danger important pour la sécurité du public et ordonné le maintien de sa détention dans un l'hôpital psychiatrique. Devant la Cour d'appel, le ministère public a voulu renforcer la décision de la Commission en produisant de nouveaux éléments de preuve par affidavit alléguant que, depuis l'audition tenue devant la Commission, l'intimé avait frappé un patient et menacé d'en tuer un autre, en plus d'avoir été trouvé en possession de drogues interdites. Refusant d'admettre cette nouvelle preuve, la Cour d'appel a révisé l'ordonnance de la Commission au regard de la preuve disponible lors de l'audition initiale, annulé l'ordonnance de la Commission jugée déraisonnable et ordonné la libération inconditionnelle de l'intimé.

Arrêt (la juge Arbour est dissidente) : Le pourvoi est accueilli. L'ordonnance de la Commission d'examen n'était pas déraisonnable et doit être rétablie.

La juge en chef McLachlin et les juges Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, LeBel et Deschamps : L'évaluation, par la Commission d'examen des troubles mentaux et des risques pour la sécurité qui y sont associés fait appel à une grande expertise et la norme de contrôle, exprimée dans l'art. 672.78 du Code criminel, correspond celle de la décision raisonnable simpliciter.

La Cour d'appel a apprécié à nouveau la preuve et l'a jugée insuffisante. C'est toutefois à la Commission qu'il revenait de se prononcer à cet égard et celle-ci a rendu une décision que la preuve lui permettait raisonnablement de rendre. Il ne suffisait pas d'avancer que d'autres membres d'autres commissions d'examen auraient pu interpréter la preuve différemment. Il était raisonnable pour la Commission d'examen de conclure qu'en raison de sa capacité démontrée de se livrer à des actes de violence lorsqu'il prend des amphétamines ou de la cocaïne — maintenant liée à la preuve récente qu'il avait recommencé à consommer de la cocaïne — l'intimé représentait un risque important pour la sécurité du public. Le « raisonnement » par lequel elle a tenté de tirer des conclusions du retour de l'intimé à la consommation de cocaïne relevait tout à fait de son champ d'expertise.

La Cour d'appel de l'Ontario a souligné que l'intimé avait bénéficié de libérations conditionnelles de 1994 à 1996, mais, en 2000, la Commission devait examiner la situation de l'intimé telle qu'elle lui apparaissait en 2000. De 1994 à 1999, les autorités de l'hôpital ont émis diverses recommandations en croyant à tort que l'intimé avait pris des mesures efficaces pour renoncer à l'abus d'alcool et d'autres drogues qui, à leur avis, avait été le catalyseur de ses actes de violence antérieurs.

Il n'était pas déraisonnable pour la Commission de conclure que sa décision était la moins sévère et la moins privative de liberté, étant donné la consommation de cocaïne à laquelle continue de se livrer l'intimé et le risque qu'il représente de ce fait pour la société. Compte tenu des antécédents d'abus d'alcool et d'autres drogues de l'intimé et de la dissimulation de ces abus, la Commission d'examen était convaincue qu'on ne pouvait guère espérer contrôler efficacement les habitudes de consommation de l'intimé avec la surveillance ponctuelle qui pourrait être exercée sur lui après sa libération dans la collectivité.

L'intimé affirme qu'il a droit à une libération inconditionnelle parce que, s'il commet de nouvelles infractions sous l'influence de la drogue, il sera passible, comme n'importe qui d'autre, des sanctions prévues au *Code criminel*. Or, il ne s'agit pas de « n'importe qui d'autre ». Il s'agit d'un détenu non responsable criminellement chez qui il existe un lien entre l'abus de drogues et sa propension à la violence, y compris au meurtre, et la partie XX.1 du *Code criminel* est conçue pour prendre des mesures qui protégeront la sécurité du public *avant* que des actes de violence surviennent, et non (comme c'est le cas habituellement) pour punir le contrevenant après coup.

La Cour d'appel a commis une erreur de droit en rejetant la nouvelle preuve. La décision rendue par la commission d'examen est susceptible d'appel sur le fondement de la transcription des témoignages et, selon le par. 672.73(1) du *Code criminel*, des « autres éléments de preuve dont la cour d'appel accepte la présentation lorsqu'elle estime que la justice l'exige ». L'expression « lorsque la justice l'exige » tire son sens du contexte dans lequel on cherche à l'appliquer et « la justice » s'entend non seulement de la justice à l'égard du détenu non responsable criminellement, dont la liberté est en jeu, mais également de la justice à l'égard du public, dont on cherche à assurer la protection. La

preuve offerte (incluant des actes de violence physique en 2000 et un menacé de mort récente) était très pertinente. Elle concernait directement la réserve qu'avait la Cour d'appel quant à l'insuffisance de la preuve de la propension continue de l'intimé à la violence et, si elle était digne de foi, elle aurait dû être admise comme portant sur une question décisive. On ne devrait accorder la libération inconditionnelle qu'après avoir examiné tous les éléments de preuve fiables connus autant au moment de l'audition par la Commission qu'au moment du contrôle en appel, le cas échéant. La nouvelle preuve a donc été admise comme faisant partie du dossier dans le pourvoi.

La juge Arbour (dissidente) : La norme de contrôle applicable à la décision d'une commission d'examen est celle de la décision raisonnable *simpliciter* et, en l'espèce, la Cour d'appel a conclu à juste titre que la décision de la Commission était déraisonnable.

Premièrement, la Commission a tiré une conclusion déraisonnable sur la dangerosité de l'intimé. Pour déterminer si l'accusé représente un risque important pour la sécurité du public, la Commission doit prendre en compte tous les facteurs énumérés à l'art. 672.54 du *Code*. Si l'état mental de l'accusé est tel qu'il ne souffre désormais plus de troubles mentaux, on ne devrait pas confondre son état mental avec sa propension à commettre des crimes et, à cet égard, l'accusé devrait, comme toute autre personne, subir les sanctions imposées en matière pénale. Le régime de détention pour cause de troubles mentaux vise à prévenir la répétition des actes dangereux auxquels la personne atteinte risque de se livrer et dont elle ne serait pas tenue criminellement responsable. La Cour d'appel a donc correctement conclu que la Commission avait puni à tort l'intimé pour avoir réussi à tromper le personnel de l'hôpital quant à sa consommation de drogue. Fonder la détention de l'intimé sous le régime de la non-responsabilité criminelle sur ses problèmes persistants d'abus d'alcool et d'autres drogues équivaut à lui imposer un fardeau tel qu'on le prive à tout jamais de la possibilité d'en sortir, malgré l'absence prolongée de tout comportement violent de sa part. L'évaluation par la Commission du risque posé par l'intimé reposait entièrement sur des hypothèses et n'était pas étayée par un examen adéquat du dossier.

Deuxièmement, au vu des faits du dossier, il était déraisonnable pour la Commission d'examen de conclure que la détention s'avérait la décision la moins sévère possible dans les circonstances parce qu'elle permettait à l'intimé de jouir d'autant de liberté que la sécurité du public le permet. Même si l'intimé représentait une menace pour la collectivité suffisamment importante pour que sa libération inconditionnelle soit exclue, la Commission était tenue d'examiner chacun des quatre facteurs énoncés à l'art. 672.54 pour décider si une libération conditionnelle ou une ordonnance de garde était indiquée.

Il n'y avait pas lieu de toucher à l'exercice par la Cour d'appel de son pouvoir discrétionnaire dans l'appréciation de la nouvelle preuve dont elle a été saisie. Le par. 672.73(1) du *Code* autorise la Cour d'appel à admettre tout élément de preuve « lorsqu'elle estime que la justice l'exige ». Lorsqu'une cour d'appel est d'avis qu'un accusé non responsable criminellement aurait dû se voir accorder une libération inconditionnelle au terme de l'audition de la Commission, la nouvelle preuve devrait établir de façon quasi incontestable que la libération inconditionnelle serait inopportune pour que la cour d'appel décide de ne pas l'ordonner. De plus, il n'apparaît pas clairement que la libération inconditionnelle d'un détenu non responsable criminellement met un terme à la capacité de l'État de surveiller et de contrôler l'état mental de l'intimé. En fait, le paragraphe 672.82(1) du *Code* prévoit que la commission peut tenir une audition discrétionnaire en tout temps.

POURVOI contre un arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario (2001), 54 O.R. (3d) 257, 145 O.A.C. 142, 155 C.C.C. (3d) 82, 42 C.R. (5th) 362, [2001] O.J. No. 1719 (QL), accueillant un appel contre une décision d'une commission d'examen. Pourvoi accueilli, la juge Arbour est dissidente.

Riun Shandler, pour l'appelante.

Brian Snell, pour l'intimé.

Procureur de l'appelante : Le procureur général de l'Ontario, Toronto.

Procureurs de l'intimé : Pinkofskys, Toronto.

Darrell Wayne Trociuk - v. - Attorney General of British Columbia, the Director of Vital Statistics and Reni Ernst (B.C.) (28726)

Indexed as: *Trociuk v. British Columbia (Attorney General) / Répertoire : Trociuk c. Colombie-Britannique (Procureur général)*
Neutral citation: 2003 SCC 34. / Référence neutre : 2003 CSC 34.
Judgment rendered June 6, 2003 / Jugement rendu le 6 juin 2003

Present: McLachlin C.J. and Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour, LeBel and Deschamps JJ.

Constitutional law — Charter of Rights — Equality rights — Vital statistics — Birth registration — Vital Statistics Act providing mother with absolute discretion to “unacknowledge” biological father on birth registration forms and not to include surname of father in child’s surname — Whether provisions infringe equality rights of fathers — If so, whether infringement justified — Canadian Charter of Rights and Freedoms, ss. 1, 15(1) — Vital Statistics Act, R.S.B.C. 1996, c. 479, ss. 3(1)(b), 3(6)(b), 4(1)(a).

The appellant and the respondent, Ernst, are the estranged father and mother of triplets. The mother filled out and submitted the statement of live birth on her own, and marked the father as “unacknowledged by the mother”. She alone chose and registered the children’s surname, pursuant to ss. 3(1)(b) and 4(1)(a) of the British Columbia *Vital Statistics Act*. Under s. 3(6)(b) of the Act, the father is precluded from having the registration altered. The Director of Vital Statistics accordingly refused both of the father’s requests to have the birth registration forms amended to include his particulars. The British Columbia Supreme Court dismissed the father’s request for a declaration that the legislation violates s. 15(1) of the *Charter*. The Court of Appeal, in a majority judgment, upheld that decision.

Held: The appeal should be allowed. Sections 3(1)(b) and 3(6)(b) of the *Vital Statistics Act* are unconstitutional. The declaration of invalidity will be suspended for a period of 12 months.

Sections 3(1)(b) and 3(6)(b) of the Act violate s. 15(1) of the *Charter* because they constitute discrimination on the basis of sex. The impugned provisions explicitly draw a distinction on an enumerated ground, and the claimant was subject to differential treatment on the basis of that ground. On the basis of his sex, the impugned provisions expose the father to the possible arbitrary exclusion of his particulars from his children’s birth registration and, consequently, of his participation in choosing their surname. Moreover, having been so exposed, the father is provided no recourse. The impugned distinctions affect significant interests and do so in a way that the reasonable claimant in the appellant’s circumstances would perceive as harmful to his dignity. A birth registration is not only an instrument of prompt recording. It evidences the biological ties between parent and child, and including one’s particulars on the registration is a means of affirming these ties. Contribution to the process of determining a child’s surname is another significant mode of participation in the life of a child. For many in our society, the act of naming a child holds great significance, is often the occasion for celebration and symbolizes familial bonds across generations. Arbitrary exclusion from these means of participation negatively affects an interest that is significant to a father. It is the possibility of his arbitrary and absolute exclusion from the birth registration and the process of naming that gives rise to the reasonable father’s perception that his dignity has been infringed. The fact that the impugned provisions permit a mother to “unacknowledge” for good reasons, for example where pregnancy results from rape or incest, does not justify arbitrarily exposing a father, without recourse, to the possible disadvantages that flow from an unacknowledgment that protects neither her legitimate interests nor the best interests of the child.

The impugned provisions are not saved under s. 1 of the *Charter*. While the Act’s objective — namely, the accurate and prompt recording of births — is sufficiently important to warrant overriding *Charter* rights and the legislation is rationally connected to that legislative objective, the impugned provisions do not impair the rights of fathers as little as reasonably possible. The risks of mothers falsifying records from fear of the potential negative effects consequent on applications by fathers who have been justifiably unacknowledged can be essentially eliminated through means that do not negatively affect unjustifiably unacknowledged fathers’ interests. Moreover, the legislature itself has chosen means that are less impairing of the father’s rights by enacting amendments to the impugned provisions, which provide that the Director of Vital Statistics must include a father’s particulars on his child’s registration of birth, if the application is

accompanied by a paternity order. These amendments demonstrate that the legislature could have chosen less drastic means than it did in the original legislation.

APPEAL from a judgment of the British Columbia Court of Appeal (2001), 90 B.C.L.R. (3d) 1, 152 B.C.A.C. 243, 200 D.L.R. (4th) 685, 18 R.F.L. (5th) 172, 83 C.R.R. (2d) 74, [2001] 7 W.W.R. 415, [2001] B.C.J. No. 1052 (QL), 2001 BCCA 368, affirming a decision of the British Columbia Supreme Court (1999), 67 B.C.L.R. (3d) 389, 47 R.F.L. (4th) 79, 64 C.R.R. (2d) 323, [1999] B.C.J. No. 1146 (QL). Appeal allowed.

Dairn O. Shane, for the appellant.

Jeffrey M. Loenen, for the respondents the Attorney General of British Columbia and the Director of Vital Statistics.

Martin O. Screech, for the respondent Reni Ernst.

Solicitors for the appellant: Simpson Thomas & Associates, Vancouver.

Solicitor for the respondents the Attorney General of British Columbia and the Director of Vital Statistics: The Ministry of Attorney General of British Columbia, Victoria.

Solicitors for the respondent Reni Ernst: MacIsaac and Company, Nanaimo.

Présents : La juge en chef McLachlin et les juges Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour, LeBel et Deschamps.

Droit constitutionnel – Charte des droits – Droits à l'égalité – État civil – Déclaration de naissance – Loi sur les statistiques de l'état civil donnant à la mère le droit absolu de ne pas reconnaître le père biologique dans les déclarations de naissance et de ne pas inclure le nom de famille du père dans le nom de famille de l'enfant – Ces dispositions portent-elles atteinte aux droits des pères à l'égalité ? – Si tel est le cas, l'atteinte est-elle justifiée ? – Charte canadienne des droits et libertés, art. 1, 15(1) – Vital Statistics Act, R.S.B.C. 1996, ch. 479, art. 3(1)b), 3(6)b), 4(1)a).

L'appelant et l'intimée Ernst sont les parents de triplets et sont séparés. La mère a rempli et présenté elle-même la déclaration de naissance vivante sur laquelle elle a inscrit le père comme « non reconnu par la mère ». Elle a choisi et enregistré seule le nom de famille des enfants, conformément aux al. 3(1)b) et 4(1)a) de la *Vital Statistics Act* de la Colombie-Britannique. L'al.3(6)b) de la Loi interdit au père de faire modifier l'enregistrement. Le directeur des statistiques de l'état civil a donc refusé les demandes du père de modifier les déclarations de naissance et d'inscrire les renseignements permettant de l'identifier. La Cour suprême de la Colombie-Britannique a rejeté la demande de jugement déclarant que la loi contrevient au par. 15(1) de la *Charte*. La Cour d'appel, à la majorité, a confirmé la décision.

Arrêt : L'appel est accueilli. Les al. 3(1)b) et 3(6)b) de la *Vital Statistics Act* sont inconstitutionnels. La déclaration d'inconstitutionnalité est suspendue pour une période de 12 mois.

Les alinéas 3(1)b) et 3(6)b) de la Loi créent une discrimination fondée sur le sexe et contreviennent donc au par. 15(1) de la *Charte*. Les dispositions contestées font expressément une distinction fondée sur un motif énuméré et le demandeur a subi un traitement différent en raison de ce motif. Suivant ces dispositions, les renseignements concernant l'identité du père peuvent être exclus arbitrairement de la déclaration de naissance de ses enfants et ce, en raison de son sexe. En conséquence, il ne peut participer au choix de leur nom de famille. De plus, le père n'a aucun recours contre l'effet de ces dispositions. Les distinctions contestées ont une incidence sur des intérêts importants, et ce, d'une manière qui pourrait être perçue comme une atteinte à sa dignité par un demandeur raisonnable se trouvant dans la même situation que l'appelant. La déclaration de naissance n'est pas seulement une façon d'assurer l'enregistrement rapide des naissances. Elle témoigne des liens biologiques entre le parent et son enfant, et l'inscription de l'identité des parents dans la déclaration est un moyen d'affirmer ces liens. La contribution au choix du nom de famille est un autre important moyen

de participer à la vie d'un enfant de façon significative. Pour beaucoup dans notre société, le fait de donner un nom à un enfant revêt une importance considérable, est souvent l'occasion de réjouissances et symbolise le lien familial qui unit les générations. L'exclusion arbitraire de tels modes de participation porte atteinte à un intérêt important pour un père. C'est la possibilité d'être arbitrairement et absolument exclu de la déclaration de naissance et du processus menant au choix du nom qui fait naître chez le père raisonnable le sentiment d'être atteint dans sa dignité. Le fait que les dispositions contestées permettent à la mère de ne pas reconnaître le père pour des motifs valables, par exemple quand la grossesse résulte d'un viol ou de l'inceste, ne justifie pas d'exposer arbitrairement le père, sans recours, aux désavantages pouvant découler du refus de reconnaissance dont le but n'est pas de protéger les intérêts légitimes de la mère ou l'intérêt supérieur de l'enfant.

Les dispositions contestées ne sont pas justifiées en vertu de l'article premier de la *Charte*. Quoique l'objectif de la loi -- l'enregistrement précis et rapide des naissances -- soit suffisamment important pour justifier la violation de droits protégés par la *Charte* et que la loi ait un lien rationnel avec l'objectif visé par le législateur, les dispositions contestées ne restreignent pas les droits des pères aussi peu qu'il est raisonnablement possible de le faire. Le risque que des mères falsifient des inscriptions, par crainte des effets négatifs découlant de demandes faites par des pères qui n'ont pas été reconnus pour des raisons justifiables, peut essentiellement être éliminé par des moyens qui ne portent pas atteinte aux droits des pères qui sont injustement exclus. De plus, le législateur lui-même a choisi des moyens qui portent moins atteinte aux droits du père en modifiant les dispositions contestées pour prévoir que le directeur des statistiques de l'état civil doit inscrire les renseignements concernant l'identité du père sur la déclaration de naissance de son enfant si la demande est accompagnée d'une ordonnance de déclaration de paternité. Ces modifications démontrent que le législateur pouvait choisir des moyens moins draconiens que ceux de la loi initiale.

POURVOI contre un arrêt de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique (2001), 90 B.C.L.R. (3d) 1, 152 B.C.A.C. 243, 200 D.L.R. (4th) 685, 18 R.F.L. (5th) 172, 83 C.R.R. (2d) 74, [2001] 7 W.W.R. 415, [2001] B.C.J. No. 1052 (QL), 2001 BCCA 368, qui a confirmé une décision de la Cour suprême de la Colombie-Britannique (1999), 67 B.C.L.R. (3d) 389, 47 R.F.L. (4th) 79, 64 C.R.R. (2d) 323, [1999] B.C.J. No. 1146 (QL). Pourvoi accueilli.

Dairn O. Shane, pour l'appelant.

Jeffrey M. Loenen, pour les intimés le procureur général de la Colombie-Britannique et le Directeur des statistiques de l'état civil.

Martin O. Screech, pour l'intimée Reni Ernst.

Procureurs de l'appelant : Simpson Thomas & Associates, Vancouver.

Procureur des intimés le procureur général de la Colombie-Britannique et le Directeur des statistiques de l'état civil : Le ministère du Procureur général de la Colombie-Britannique, Victoria.

Procureurs de l'intimée Reni Ernst : MacIsaac and Company, Nanaimo.

AGENDA - MOTION

CALENDRIER - REQUÊTE

AGENDA - MOTION, June 13, 2003

CALENDRIER - REQUÊTE, le 13 juin 2003

2003/06/13 Motion / Requête

Robert Jeffrey c. Sa Majesté la Reine (Qué.) (29624)
(Audition sur autorisation d'appel / Oral hearing on leave)
(Vidéoconférence / Video-conference - Québec) (9:00 a.m. / 9 h 00)

NATURE DE LA CAUSE

Charte canadienne des droits et libertés - Droit criminel - Preuve - Divulgation de la preuve - Droit à une défense pleine et entière - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur en concluant que la non-divulgation de preuve ne résultait pas de la mauvaise foi des policiers? - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur en déclarant que la destruction d'éléments de preuve qui résulte de l'effet de la loi ne porte pas atteinte au droit de l'accusé à une défense pleine et entière? - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur en scindant les chefs d'accusation et en maintenant l'arrêt des procédures à l'égard de certains chefs seulement?

NATURE OF THE CASE

Canadian Charter of Rights and Freedoms - Criminal law - Evidence - Disclosure of evidence - Right to make full answer and defence - Whether Court of Appeal erred in finding that failure to disclose evidence did not result from bad faith on the part of the police - Whether Court of Appeal erred in declaring that the destruction of evidence resulting from the operation of law did not infringe the accused's right to make full answer and defence - Whether Court of Appeal erred in severing the counts and upholding the stay of proceedings with respect to certain counts only.

NOTE

This agenda is subject to change. Hearings normally commence at 9:30 a.m. each day. Where there are two cases scheduled on a given day, the second case may be heard immediately after the first case, or at 2:00 p.m. Hearing dates and times should be confirmed with Registry staff at (613) 996-8666.

Ce calendrier est sujet à modification. Les audiences débutent normalement à 9h30 chaque jour. Lorsque deux affaires doivent être entendues le même jour, l'audition de la deuxième affaire peut avoir lieu immédiatement après celle de la première ou encore à 14h. La date et l'heure d'une audience doivent être confirmées auprès du personnel du greffe au (613) 996-8666.

DEADLINES: APPEALS

The Spring Session of the Supreme Court of Canada started April 7, 2003.

The Supreme Court of Canada has enacted new rules that came into force on June 28, 2002.

Pursuant to the *Supreme Court Act* and *Rules*, the following requirements for filing must be complied with before an appeal can be heard:

1) For notices of appeal filed on and after June 28, 2002

Appellant's record; appellant's factum; and appellant's book(s) of authorities must be filed within 12 weeks of the filing of the notice of appeal or 12 weeks from decision on the motion to state a constitutional question.

Respondent's record (if any); respondent's factum; and respondent's book(s) of authorities must be filed within eight weeks after the service of the appellant's documents.

Intervener's factum and intervener's book(s) of authorities, (if any), must be filed within eight weeks of the order granting leave to intervene or within 20 weeks of the filing of a notice of intervention under subrule 61(4).

Parties' condensed book, if required, must be filed on the day of hearing of the appeal.

2) For notices of appeal filed before June 28, 2002

Appellant's record; appellant's factum; and appellant's book(s) of authorities must be filed within four months of the filing of the notice of appeal.

Respondent's record (if any); respondent's factum; and respondent's book(s) of authorities must be filed within eight weeks of the date of service of the appellant's documents.

Intervener's factum and intervener's book(s) of authorities, if any, must be filed within four weeks of the date of service of the respondent's factum, unless otherwise ordered.

Parties' condensed book, if required, must be filed on or before the day of hearing of the appeal.

The Registrar shall enter the appeal on a list of cases to be heard after the respondent's factum is filed or at the end of the eight-week period referred to in Rule 36.

DÉLAIS : APPELS

La session du printemps de la Cour suprême du Canada a commencé le 7 avril 2003.

La Cour suprême du Canada a adopté de nouvelles règles qui sont entrées en vigueur le 28 juin 2002.

Conformément à la *Loi sur la Cour suprême* et aux *Règles*, il faut se conformer aux exigences suivantes avant qu'un appel puisse être entendu:

1) Pour les avis d'appel déposés le ou après le 28 juin 2002

Le dossier de l'appelant, son mémoire et son recueil de jurisprudence et de doctrine doivent être déposés dans les douze semaines du dépôt de l'avis d'appel ou douze semaines de la décision de la requête pour formulation d'une question constitutionnelle.

Le dossier de l'intimé (le cas échéant), son mémoire et son recueil de jurisprudence et de doctrine doivent être déposés dans les huit semaines suivant la signification des documents de l'appelant.

Le mémoire de l'intervenant et son recueil de jurisprudence et de doctrine, le cas échéant, doivent être déposés dans les huit semaines suivant l'ordonnance autorisant l'intervention ou dans les vingt semaines suivant le dépôt de l'avis d'intervention visé au paragraphe 61(4).

Le recueil condensé des parties, le cas échéant, doivent être déposés le jour de l'audition de l'appel.

2) Pour les avis d'appel déposés avant le 28 juin 2002

Le dossier de l'appelant, son mémoire et son recueil de jurisprudence et de doctrine doivent être déposés dans les quatre mois du dépôt de l'avis d'appel.

Le dossier de l'intimé (le cas échéant), son mémoire et son recueil de jurisprudence et de doctrine doivent être déposés dans les huit semaines suivant la signification des documents de l'appelant.

Le mémoire de l'intervenant et son recueil de jurisprudence et de doctrine, le cas échéant, doivent être déposés dans les quatre semaines suivant la signification du mémoire de l'intimé, sauf ordonnance contraire.

Le recueil condensé des parties, le cas échéant, doivent être déposés au plus tard le jour de l'audition de l'appel.

Le registraire inscrit l'appel pour audition après le dépôt du mémoire de l'intimé ou à l'expiration du délai de huit semaines prévu à la règle 36.

SUPREME COURT OF CANADA SCHEDULE
CALENDRIER DE LA COUR SUPRÈME

- 2002 -

OCTOBER - OCTOBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
	M 30	1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	H 14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

NOVEMBER - NOVEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
					1	2
3	M 4	5	6	7	8	9
10	H 11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

DECEMBER - DECEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
1	M 2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	H 25	H 26	27	28
29	30	31				

- 2003 -

JANUARY - JANVIER						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
			H 1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	M 13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

FEBRUARY - FÉVRIER						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	M 10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	

MARCH - MARS						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	M 10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

APRIL - AVRIL						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
		1	2	3	4	5
6	M 7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	H 18	19
20	H 21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

MAY - MAI						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
				1	2	3
4	M 5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	H 19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	31

JUNE - JUIN						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
1	M 2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30					

Sittings of the court:
Séances de la cour:

18 sitting weeks / semaines séances de la cour

Motions:

80 sitting days / journées séances de la cour

Requêtes:

9 motion and conference days / journées requêtes, conférences

Holidays:
Jours fériés:

1 holidays during sitting days / jours fériés durant les sessions

